

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

CAHIER SPÉCIAL
8 MAI 1945-2025



**ILS PORTAIENT
EN EUX TOUS
LES RÊVES DU MONDE**

8 mai 1945, la fin de l'horreur et l'espoir du bonheur

SECONDE GUERRE MONDIALE Avec la capitulation sans condition des nazis, une puissante volonté de paix et de justice s'exprime en France et sur la scène internationale. Un rêve jamais pleinement accompli, affaibli par la guerre froide et l'offensive du néolibéralisme, à remettre à l'ordre du jour alors que l'extrême droite se relève dans de nombreux pays.



Et ce que cela ressemble à la civilisation, une signature ? Il n'y a pas plus tranquille et protocolaire en apparence. Un bureau, une feuille de papier, un stylo. On se donne de la contenance. On a mûri la réflexion. Mais cela peut très bien être l'antithèse de la civilisation, une signature. C'est parfois la barbarie la plus extrême. Prenez le maréchal nazi Wilhelm Keitel. C'est lui qui, le 7 décembre 1941, a signé le décret Nuit et Brouillard ordonnant la déportation de tous les opposants au III^e Reich, afin de les faire disparaître. Lui qui, l'air de rien, a participé aux discussions qui ont conduit à la solution finale. À quoi cela sert d'être rigide dans un uniforme sur mesure, de se gommer impeccablement les cheveux, de porter un monocle, pour finalement se conduire comme la plus immonde des bêtes ? Surnommé « Lakeitel » tant il était soumis à Hitler, le mot « lakai » signifiant en allemand la même chose qu'en français, Wilhelm Keitel a signé bien des horreurs et donné les pires ordres. Et puis, contraint et forcé par une défaite incontestable, il a fini par parapher, en lieu et place d'un Hitler qui s'était suicidé, un texte fondamental : la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie.

Keitel, dirigeant de l'Oberkommando de la Wehrmacht, signe avec Friedeburg pour la Kriegsmarine et Stumpff pour Luftwaffe. En face, le Britannique Tedder, le Soviétique Joukov, le Français de Lattre de Tassigny et l'Américain Spaatz apposent leur nom. La scène se déroule dans le quartier général de l'Armée rouge à Berlin. Les nazis voulaient une guerre totale, ils ont eu une défaite

totale. Une défaite aussi militaire que morale. Ce 8 mai 1945, il y eut une forme de victoire de la civilisation face à la barbarie : l'humanité l'emportait devant ce qu'elle avait produit de pire et parvenait à surmonter l'épreuve la plus monstrueuse qu'elle s'était jamais imposée à elle-même. L'Europe, car en Asie et dans le Pacifique le conflit n'était toujours pas terminé, sortait de cinq ans, huit mois et six jours de nuit noire, de sang, de sueur et de larmes pour les peuples. Notre monde était en ruine, avec plus de 50 millions de morts, dont 6 millions de juifs exterminés dans une entreprise inouïe d'industrialisation de la mort fondée sur la haine raciale. Ce 8 mai 1945, « cette immense joie pleine de larmes », comme l'écrit le jour même le journal *Combat*, apparaît comme la fin d'un cauchemar, obtenue de haute lutte, et le début d'un monde nouveau.

UN FORMIDABLE MOUVEMENT DE CONQUÊTES SOCIALES

Un espoir gigantesque se lève alors. Pas seulement parce que les familles françaises retrouvent 1 million de prisonniers de guerre, 650 000 travailleurs réquisitionnés par le service du travail obligatoire (STO) et aussi les déportés ayant survécu (47 000 pour les politiques, 3 943 pour les juifs...). Pas seulement parce que la paix, la joie, l'émulation festive et culturelle ont un goût de délice. Mais aussi parce que la France vit en quelques mois un formidable mouvement de conquêtes sociales. Pensé dans la clandestinité, en pleine Occupation, le programme « les Jours heureux » du Conseil national de la Résistance (CNR) est alors appliqué. Gaullistes et communistes, qui ont pris une part centrale dans la Résistance, se font forts de refonder notre

modèle de société. Le fait qu'une large part du capitalisme hexagonal se soit vautrée dans la collaboration permet une action lucide et immédiate. Les usines Renault sont nationalisées, tout comme les transports aériens, la Banque de France ainsi que le gaz et l'électricité. L'objectif est d'instaurer « une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières », stipule le CNR. Mais ce n'est pas tout : le retour de la république, de la liberté de la presse, le droit de vote enfin accordé aux femmes, le statut de la fonction publique, l'élaboration du plan Langevin-Wallon pour l'éducation s'accompagnent d'une mesure phare, éblouissante, avec l'instauration de la Sécurité sociale défendue par le communiste Ambroise Croizat. Une protection sociale face à la maladie et des retraites dignes sont assurées à l'ensemble des Français. L'adage marxiste selon lequel chacun contribue selon ses moyens et bénéficie selon ses besoins devient une réalité. La France vit une période lumineuse, qui s'arrête hélas aux frontières de la métropole.

Car le 8 mai 1945, jour de la capitulation nazie, est aussi la date anniversaire du massacre de Sétif. L'Algérie est alors une colonie française. De 1942 jusqu'au 31 août 1944, le gouvernement provisoire de la République française siège même à Alger. Plus de 100 000 Algériens ont contribué à libérer la France des nazis. C'est pour célébrer ce succès qu'un défilé est organisé. Dans la liesse, des drapeaux français, alliés et algériens sont brandis, et l'indépendance de



RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

Les anciens l'ont fait, pourquoi pas nous ?



ALINE

Déléguée syndicale CGT ArcelorMittal

C'est frappant de se replonger dans l'histoire de 1945. En un an, grâce au programme du Conseil national de la Résistance, la Sécurité sociale est créée, les comités d'entreprise, les grandes nationalisations... Tout cela, on le doit à la Résistance, au courage de ceux qui ont sacrifié leur vie. Au sortir de la guerre, ce sont les travailleurs qui ont reconstruit le pays, en vivant durement, avec des conditions de travail difficiles. Mais ils se sentaient poussés par un pays tout entier qui était concerné par l'avenir industriel, confortés par les grandes conquêtes sociales, que les gouvernements actuels essaient de détricoter une à une. Aujourd'hui encore, la nation entière a besoin d'acier. Cela devrait être un combat de tout le pays, et pas seulement des salariés touchés par les suppressions d'emploi.

Les collègues nous posent beaucoup de questions sur la faisabilité, la crédibilité d'une nationalisation d'ArcelorMittal, ils sont inquiets de l'endettement du pays. Se replonger dans cette histoire peut permettre de redonner de l'espoir, notamment aux jeunes : « Oui c'est possible, la preuve, on l'a fait. » ■

Dans les rues de Paris, le 8 mai 1945, le peuple célèbre la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. AFP

l'Algérie est pacifiquement revendiquée. Sauf que, si le nazisme est bel et bien tombé, l'heure de la grande fraternité humaine n'est pas encore venue. « Il y a répression de la manifestation puis fusillade. Des Algériens sont tués. Puis des Européens en représailles. La gendarmerie et des milices de colons armés se livrent alors à une véritable "chasse à l'Arabe" en massacrant, sans aucune forme de procès, plusieurs milliers de personnes dans le Constantinois », raconte l'historien Alain Ruscio. « La France avait fait des promesses d'améliorations citoyennes, sociales et économiques. Elles n'ont pas du tout été tenues. Ceux qui pensaient, en Algérie, qu'il était possible d'améliorer le système colonial, de le réformer, de l'amadouer ont été démentis ce jour-là, ce qui fera dire à l'écrivain Kateb Yacine qu'en réalité "la guerre d'Algérie a commencé le 8 mai 1945" », ajoute ce spécialiste de l'histoire coloniale.

S'ouvre alors le temps des indépendances. Le monde change, et pas seulement en Europe. Jean de Lattre de Tassigny le mesurait-il, ce jour-là, au moment d'assister à la reddition des nazis, lui qui allait s'embarquer pendant des années en Indochine ? « La Seconde Guerre mondiale a été un accélérateur des prises de conscience des colonisés, à la fois parce que la démonstration est faite que les colonisateurs peuvent être vaincus, et parce que les colonisés sont appelés à se battre

au nom de la liberté, qu'ils réclament ensuite logiquement pour eux-mêmes », analyse Alain Ruscio.

L'AVÈNEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

Depuis Berlin, Washington, Moscou, Paris, depuis Séoul et Hanoï, le monde vit donc plusieurs révoltes, de façon contrastée. En gestation pendant la guerre, comme pour le programme du CNR, se forge la volonté de bâtir l'ONU. Les Nations unies sont d'ailleurs écrasées noir sur blanc dans l'acte de capitulation que les Alliés font signer aux nazis. Dès 1941, la charte de l'Atlantique entre Roosevelt et Churchill stipule que « toutes les nations du monde devront finir par renoncer à l'usage de la violence ». Avec Staline, ils s'entendent sur la création d'une organisation internationale dédiée à « la sauvegarde de la paix et de la sécurité ». Mais, de la même manière que les conquêtes du CNR sont ensuite attaquées en France, les principes fondateurs de l'ONU sont remis en question. « Certes la guerre froide est vite venue contrarier les plans de l'ONU, mais les avancées observées en quatre-vingts ans sont plus que jamais à défendre. Les textes adoptés ne sont pas à regarder comme étant des reliques, mais comme des obligations à respecter et des solutions à reconstruire ! Or nombreux d'Etats tancent désormais le bien-fondé du droit humanitaire et du droit international. Netanyahou le méprise en Palestine. Poutine

en Ukraine. Et Trump menace le Groenland, le Canada et le Panama », s'alarme Jean-Marie Collin. Le directeur France de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (Ican), quatre-vingts ans après l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki, observe également que tous les pays qui disposent de la bombe atomique « sont dans des phases de modernisation et de pérennisation des arsenaux nucléaires, avec un risque d'annihilation de nos sociétés », malgré les engagements pris devant l'ONU. « L'urgence, c'est de forger une culture de paix. Il nous faut œuvrer au rapprochement des peuples à travers de grands programmes sociaux, économiques et culturels », insiste-t-il.

Enfin, alors que de plus en plus de pays cèdent, en pleine confusion, aux sirènes des néofascistes, des xénophobes et des dirigeants autoritaires, Jean-Marie Collin appelle à célébrer le 8 mai pour ce qu'il est : « On ne le souligne jamais assez, mais cette date constitue une immense victoire contre l'extrême droite et tout ce qu'elle charrie. » « L'un des risques majeurs que l'on voit déjà poindre dans un contexte de recul profond de la raison gouvernante, c'est la relativisation, la banalisation ou bien la trivialisation de la barbarie nazie, de la Shoah et de toutes les horreurs de la Seconde Guerre mondiale », alerte ici l'historien Nicolas Offenstadt, pour qui ce danger constitue « la sortie d'une forme de morale universelle, plus petit dénominateur commun » issu du 8 mai 1945. ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

« L'urgence, c'est d'œuvrer au rapprochement des peuples. »

JEAN-MARIE COLLIN,
DIRECTEUR FRANCE DE L'ICAN

« Les extrêmes droites sont revenues comme si de rien n'était »

Quatre-vingts ans après la défaite de l'Allemagne, l'historien et spécialiste du nazisme **Nicolas Patin** souligne une continuité idéologique entre hier et aujourd'hui. Les extrêmes droites se sont recomposées dès la fin de la guerre, et leur logiciel s'est adapté aux changements de contextes historiques.



ENTRETIEN

Historien, spécialiste de l'Allemagne contemporaine, Nicolas Patin revient sur les origines du fascisme et du nazisme (1), leur ancrage historique et les continuités idéologiques à l'œuvre.

Comment peut-on définir le fascisme et le nazisme ?

En tant qu'historien, je les définis d'abord comme des phénomènes historiques inscrits dans leur temps. Le fascisme, c'est l'Italie de 1919 à 1945 ; le nazisme, l'Allemagne de 1920 à 1945. On distingue les régimes fascistes – rares, comme en Italie ou en Allemagne – des nombreux mouvements fascistes, souvent oubliés, comme la Garde de fer roumaine. À l'époque, il existait une véritable Europe des fascismes : ces mouvements se connaissaient, s'imitaient, se finançaient. Avant d'être une idéologie théorisée, ce sont des formes radicales d'extrême droite, marquées par la violence, l'uniforme, les rituels et la militarisation du politique.

Quel était leur socle idéologique commun à l'époque ? Certains prétendent que la gauche aurait engendré les mouvements fascistes...

Le fascisme et le nazisme ne viennent évidemment pas de la gauche. Mussolini,

certes, a été socialiste, influencé par Sorel et le syndicalisme révolutionnaire. Mais il rompt vite avec ces idées : dès 1920, il tourne le dos à la gauche, met ses troupes au service du patronat et écrase les syndicats. Le nazisme, lui, est encore plus clairement enraciné dans l'extrême droite. Hitler vient du mouvement Völkisch, raciste et ultranationaliste. Il ne connaît rien au marxisme et confond les socialistes et les communistes. Les quelques mesures prétendument sociales du programme nazi de 1920, comme la nationalisation des grands magasins, sont en réalité des codes antisémites. La cible des nazis, dès le départ, c'est la gauche. Leur révolution n'a rien d'émancipateur : c'est un putsch. Ils veulent effacer 1789, pas prolonger son héritage. Et pour ceux qui en douteraient, en 1930, les nazis sont installés à l'extrême droite du Reichstag. Personne ne les considère comme étant de gauche.

Parlait-on à l'époque d'extrême droite ?

Le terme « extrême droite » n'est quasiment pas utilisé à l'époque. C'est une lecture contemporaine, surtout française, fondée sur notre opposition gauche-droite. En Allemagne, on parle plutôt de conservateurs, de nationaux, de droites radicales. Dans les années 1920, on parle de « fascisme italien » ou de « fascisme allemand » en référence aux nazis, à cause

des similitudes visuelles et idéologiques. Mais le concept d'extrême droite n'existe pas encore. Certains mouvements, comme les nationaux-conservateurs allemands, partagent pourtant nombre de valeurs avec les nazis, tout en relevant leur violence et leur mise en scène révolutionnaire. Le terme « extrême droite » est donc un outil d'analyse a posteriori.

Le nazisme est-il une simple copie du fascisme italien ?

Non. Le nazisme reprend l'esthétique fasciste – uniformes, salut romain, culte viril, hérités de Mussolini et de D'Annunzio –, mais il est profondément enraciné dans le contexte allemand : la défaite de 1918, les corps francs, le refus du traité de Versailles. C'est ce terreau qui façonne le NSDAP. L'idéologie raciale nazie s'appuie aussi sur les schémas coloniaux hérités des empires français et britannique, avec leurs hiérarchies pseudo-scientifiques. Mussolini offre un modèle, une forme politique, mais c'est Hitler qui réussit une percée électorale massive. Le nazisme est donc une création proprement allemande, nourrie d'influences européennes, mais ancrée dans une histoire nationale.



NICOLAS PATIN
Historien, spécialiste de l'Allemagne contemporaine

Quel rôle le capitalisme a-t-il joué dans la montée en puissance de ces mouvements ?

Ce n'est pas une conspiration, mais il y a bien une convergence d'intérêts. En Italie, durant les « années rouges » (biennio rosso), Mussolini devient l'allié du patronat pour écraser la gauche et les occupations d'usine. Le capital n'organise pas tout, mais il profite clairement du fascisme. En Allemagne, c'est

plus long. Le patronat ne soutient pas immédiatement Hitler – son style putschiste fait peur –, mais en 1931-1932 il se rallie. Des grands industriels écrivent à Hindenburg pour appuyer la nomination du leader nazi à la chancellerie. Cela dit, les élites économiques ne sont pas toutes acquises alors que 37 % des électeurs allemands votent pour les nazis. Le grand basculement vient de la droite traditionnelle : conservateurs et libéraux perdent jusqu'à 50 % de leur électorat au profit de Hitler. Et il faut tordre le cou au mythe des « rouges-bruns » : seuls 9 % des électeurs du SPD (parti social-démocrate) passent aux nazis. La crise de 1929 joue un rôle clé. La droite allemande choisit Hitler pour éviter la gauche. C'est ce réflexe antirouge qui scelle l'alliance avec l'extrême droite.



Des Berlinois regardent une affiche de propagande d'Adolf Hitler, lors de la campagne électorale de 1932. Ci-dessus, le Duce fasciste Benito Mussolini et le Führer nazi orchestrent une grand-messe brune, symbole de leur alliance, à Munich en 1937.

Existe-t-il alors un fascisme français ?

Le débat reste ouvert. En France, on n'a pas connu de mouvement fasciste de masse comparable à ceux d'Allemagne ou de Hongrie. Cela a nourri l'idée d'une exception française, longtemps défendue par certains historiens. Mais cette lecture est trompeuse. L'idée que les nazis auraient plus tard imposé leur domination à des Européens impuissants est un mythe. Partout, il existait des mouvements fascistes locaux, souvent ravis de voir arriver les Allemands, parce que cela leur offrait le pouvoir. En Norvège, Vidkun Quisling, avec 2% aux élections, est propulsé chef d'État par les nazis. En Croatie, le mouvement fasciste organise un génocide. Il y a donc bien eu des fascismes autochtones, y compris en France. Et le récit mémoriel d'une France forcée ou passive, comme celui de l'Autriche en 1938, ne tient pas.

Après les défaites de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, qui sont un point de bascule, comment les extrêmes droites se recomposent-elles ?

La défaite militaire est suivie d'une mise en scène très forte : les procès de Nuremberg, les exécutions publiques, la publication des images de pendaisons dans *Life Magazine*. Symboliquement, la page semble tournée. Mais dans les faits, le parti nazi comptait 8 millions de membres

en 1945. Impossible de tous les juger. Et très vite, ces anciens nazis – ingénieurs, médecins, avocats – deviennent indispensables à la reconstruction. Ils sont réintégrés, notamment parce que l'ennemi prioritaire devient l'URSS. C'est là que s'organise la recomposition. Des réseaux comme Odessa exfiltrent les SS. Des fi-

« Très vite, les anciens nazis sont réintégrés, parce que l'ennemi prioritaire devient l'URSS. »

gures nazies se retrouvent en Argentine, aux États-Unis, ou restent en place. La défaite est réelle, mais l'épuration reste limitée. Les extrêmes droites ne disparaissent donc pas. Après une phase de silence, elles se recomposent, souvent en lien direct avec les nouveaux contextes : la guerre d'Algérie, la guerre froide... Et elles reviennent, comme si de rien n'était.

Leurs idéologies aussi ?

Je pense – plus en tant que citoyen qu'historien – qu'il existe une vraie continuité entre les extrêmes droites d'hier et celles d'aujourd'hui. Cependant, dire que le Front national est dangereux parce qu'il a été fondé par d'anciens collabos est exact

historiquement, mais politiquement inefficace. Quatre-vingts ans ont passé, et beaucoup ne savent même plus ce qu'a été la collaboration. Il y a une forme de paresse à tout ramener à 1945, comme si les extrêmes droites n'avaient pas évolué. Prenez la Shoah : on a voulu croire que sa découverte avait éradiqué le racisme. C'est un mythe. Les gens savaient, et cela n'a rien changé. Ce qui a reculé, lentement, c'est le racisme « scientifique », l'idée de races biologiques hiérarchisées. Mais une hiérarchie demeure, désormais culturalisée. On ne parle plus de race, mais de « valeurs » incompatibles, de groupes « inassimilables ». C'est un racisme masqué, mais qui fonctionne selon la même logique de rejet et de désignation d'un ennemi intérieur. Un tournant majeur a lieu après le 11 septembre 2001. Les extrêmes droites européennes changent de logiciel : l'ennemi principal devient l'islam – ou un flou entretenu entre islam, islamisme et djihadisme. Marine Le Pen s'inscrit dans cette reconfiguration. Des figures comme Fortuyn parlent même de «fascisme islamiste», inversant les rôles pour se poser en défenseurs de la démocratie. Les discours d'exclusion ciblent aujourd'hui les musulmans, les Roms, les Maghrébins... L'antisémitisme est souvent codé ou indirect. Mais le mécanisme est le même. Comme le dit Ugo Palheta dans

la Possibilité du fascisme (la Découverte, 2018), il n'y a pas eu de rupture : ce que propose l'extrême droite actuelle, c'est toujours une « réparation » du peuple national par l'exclusion et le rejet d'un ennemi intérieur. Seule la cible a changé, pas la logique. Le terme « remigration » en est un exemple parlant : derrière ce mot, il s'agit pour partie de renvoyer des citoyens nés ici. Ce brouillage ne masque pas la continuité idéologique avec les années 1930, où l'on disait déjà « éloigner » au lieu de dire « déporter ».

« Les discours d'exclusion ciblent aujourd'hui les musulmans, les Roms, les Maghrébins... Mais le mécanisme est le même. »

Aujourd'hui, faut-il parler de « post-fascisme », comme c'est le cas pour l'extrême droite italienne ?

On a vu émerger plusieurs termes – « populisme », « démocrature », « post-fascisme » –, mais ils brouillent plus qu'ils n'éclairent. Par exemple, « populisme » met sur le même plan extrême droite et extrême gauche, alors que leurs projets sont radicalement opposés. Quant à « post-fascisme », c'est une notion historiquement bancale. Le fascisme est né d'un contexte très spécifique : l'après 1914-1918, une société militarisée, des vétérans, un imaginaire de guerre. Rien de tout cela ne subsiste. Et l'environnement médiatique a profondément changé. Ce que je propose, c'est de rester clair : parlons d'extrême droite. C'est peut-être le terme le moins mauvais. Le mot nazi, lui, est devenu un réflexe émotionnel, un slogan qui empêche de penser le réel. Ce qu'il faut, c'est analyser qui soutient ces mouvements, et pourquoi aujourd'hui. Pas dans les années 1930.

Quatre-vingts ans après, comment s'y prendre pour combattre ces extrêmes droites revenues en puissance ?

Les idées pour combattre l'extrême droite existent déjà. Il faut par exemple lutter contre les inégalités. Prenez la taxe Tobin sur les transactions financières : elle a été proposée il y a plus de vingt-cinq ans, et on ne l'a toujours pas appliquée. Ce n'est pas un problème de solution, mais de courage. Il faut bosser, militer, créer du lien, construire des regroupements solides. Sur les idées, on est d'accord. Les programmes existent. On sait ce qu'on veut pour ce pays. On sait aussi que la Constitution de la Ve République est mauvaise. Ce qu'il manque, c'est la volonté de bâtir autre chose. Nous avons besoin de structures puissantes, collectives, capables de porter un projet. Ça ne se fera pas en regardant dans le rétroviseur. C'est un travail politique à mener ici et maintenant. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUDET

(1) Coauteur, avec Johann Chapoutot et Christian Ingrao, du *Monde nazi*, Taillandier, 2024.



Sur les 13 000 juifs, dont 4 000 enfants, arrêtés les 16 et 17 juillet 1942, seuls une centaine survivront à la Shoah. Ici en 1942, le camp de Drancy, où transitent les détenus avant leur déportation vers les camps de concentration et d'extermination du III^e Reich. AFP

« L

a France, patrie des Lumières et des droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. » La rafle

du Vél' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 est associée aujourd'hui au discours prononcé il y a trente ans par le président de la République Jacques Chirac, le 16 juillet 1995. Ce discours est devenu au fil du temps une sorte d'héritage symbolique, autant moral que politique. En reconnaissant la responsabilité de la France dans la persécution et le génocide des juifs mis en œuvre par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, le chef de l'État mettait fin à la lecture officielle d'un gouvernement de Vichy déclaré « nul et non avenu » en 1944, la Résistance incarnant de son côté la continuité de la France pour de Gaulle et ses successeurs. Cette reconnaissance officielle de 1995 a été d'autant plus saluée qu'elle intervenait après des années de dénonciation de l'oubli de ce crime français du Vél' d'Hiv.

Pourtant, dès la fin de la guerre, la plus grande rafle de Juifs en Europe de l'Ouest est commémorée. Le 21 juillet 1945, un grand rassemblement a lieu au Parc des Princes à la mémoire de ses victimes. Elle est organisée par le Comité d'entente des associations de défense des victimes de l'oppression, regroupant des organisations juives et non juives issues de la Résistance. Plusieurs déportés, certains tout juste revenus des camps trois mois plus tôt, prennent la parole lors de cette commémoration. Juive d'origine roumaine, Berthe Falk fait partie des très rares survivants de la rafle du Vél' d'Hiv : une centaine sur près de 13 000 juifs arrêtés, dont 4 000 enfants, tous exterminés. Revenue en avril du camp de Mauthausen, elle est présente pour témoigner.

QUE LE « TRAITRE PÉTAIN » SOIT JUGÉ

Cette première commémoration est aussi un moment politique. Parmi les orateurs, le déporté résistant communiste Marcel Prenant s'insurge contre « une gigantesque opération de police dirigée contre les juifs, à Paris et en province, (qui) s'accompagnait de mesures sauvages et révoltantes, orientées notamment contre les enfants ». Alors que le procès de Pétain s'ouvre deux

Dès 1945, la première mémoire de la rafle des juifs du Vél' d'Hiv

Il a fallu attendre 1995 pour que la France reconnaise enfin sa responsabilité dans la rafle du 16 juillet 1942. Une réparation qui accuse le régime collaborationniste et antisémite de Vichy.

jours plus tard, il appelle à le juger pour ses crimes contre les juifs. Résistant déporté à Buchenwald et responsable des Jeunesses communistes, André Leroy prend la parole pour demander également que le « *traître Pétain* » soit jugé afin que « *les auteurs de l'œuvre barbare du 16 juillet 1942 soient punis* ». La responsabilité de Vichy dans ce crime antisémite est donc clairement évoquée au sortir de la guerre par des anciens déportés, juifs ou non juifs résistants communistes.

L'année suivante, en 1946, la commémoration se déroule à l'entrée du Vélodrome d'Hiver, un lieu de rencontres sportives très populaire depuis le début du siècle pour ses courses cyclistes et ses matchs de boxe. C'est dans ce vélodrome qu'en-

À partir de 1947, l'Amicale des anciens déportés juifs de France prend en charge la commémoration.

viron 8 000 des juifs rafles en juillet 1942 – principalement les 4 000 enfants et leurs parents – avaient été amenés après leur arrestation à leur domicile, au petit matin, par la police française. Lors de cette commémoration de 1946, le gouvernement provisoire prend la parole en la personne du résistant communiste Laurent Casanova, alors ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre. Il y dénonce la propagande antisémite de Vichy et termine son discours en criant : « *Honte aux traitres et aux assassins qui ont servi l'ennemi !* »

C'est à cette occasion qu'une plaque commémorative est inaugurée à droite de l'entrée du Vél' d'Hiv. Elle est initiée par le Mouvement national contre le racisme (MNCR), organisation résistante juive communiste engagée notamment dans le secours aux enfants juifs pendant l'Occupation, avec l'appui de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (Lica).

À partir de 1947, l'Amicale des anciens déportés juifs de France, créée en 1945, prend en charge la commémoration de la rafle devant le Vélodrome, et ce, pendant des décennies. Cette association, proche du Parti communiste et dans laquelle le résistant juif Henry Bulawko, rescapé d'Auschwitz, jouera un rôle majeur, ne va cesser de rendre hommage aux rafles du Vél'd'Hiv chaque mois de juillet, en rappelant la spécificité génocidaire du martyr juif, à côté de l'expérience concentrationnaire des déportés résistants. C'est ainsi par l'engagement de déportés juifs, résistants juifs communistes et déportés résistants communistes que s'est construite une première mémoire de la rafle du Vél' d'Hiv au sortir de la guerre, dans l'hommage aux victimes et la dénonciation du rôle de Vichy dans ce crime antisémite. ■

SÉBASTIEN LEDOUX

HISTORIEN, MAÎTRE DE CONFÉRENCES
À L'UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES-VERNE

Dernier ouvrage paru : *Vichy était-il la France ? Le Vél' d'Hiv et sa mémoire*, J.-C. Lattès, 2025.

« Nous attendions le jour où le coup final viendrait abattre le monstre »

Le 22 juin 1941, l'armée allemande envahit l'URSS. S'ensuivent quarante-sept mois d'une guerre sans merci sur le front russe avec plus de 25 millions de morts côté soviétique.

Dans les pages de la *Pravda* du 9 mai 1945, le journaliste exalte : « *Le peuple soviétique n'oubliera jamais ce jour. Comme il n'oubliera jamais le 22 juin 1941 ! Entre ces deux dates, on aurait dit qu'un siècle s'était écoulé. (...) Nous attendions avec impatience le jour où le coup final viendrait abattre le monstre noir qui insultait la vie. Et nous avons porté ce coup. (...) Et le ciel nocturne de Moscou semble refléter la joie qui emplit le pays soviétique. Nous avons été témoins d'événements qui pourraient remplir des volumes. Mais, aujourd'hui, nous pouvons tous les résumer en un seul mot : victoire !* »

Cette victoire est fêtée le 24 juin 1945 avec un grand défilé des troupes couronnées de gloire sur la place Rouge à Moscou. Après la parade, Staline reçoit au Kremlin 2 500 généraux et officiers de l'Armée rouge. À la surprise générale, ce n'est pas à eux qu'il adresse son toast, mais aux millions de citoyens soviétiques de l'arrière sans l'engagement et l'abnégation desquels la victoire eût été impossible.

En attaquant l'URSS le 22 juin 1941, les Allemands comptaient sur la di-

Les pertes militaires de l'Union soviétique représentent 85 % du total des pertes alliées.

vision entre les diverses nationalités que comptait l'Union soviétique et sur l'effondrement du régime lui-même. Il n'en fut rien : l'État multinational a résisté, mis à part quelques milliers, voire centaines de milliers de collaborateurs nationalistes dans les pays Baltes (annexés en 1940) et en Ukraine, qui ont prêté leur concours aux nazis dans les massacres de juifs, les représailles contre les populations civiles et les partisans. Les Soviétiques dans leur majorité ont fait bloc avec leur gouvernement, leur armée et le PCUS.

De 1941 à 1944, l'URSS est bien seule à supporter le poids de la guerre. Du 22 juin 1941 au 9 mai 1945, les pertes militaires soviétiques s'élèvent à 11 444 100 personnes, selon les statistiques russes de 2009. Le nombre de morts civils s'élevait à plus de 13 684 000. Parmi ces derniers, 7 420 370 ont été délibérément exterminés dans les territoires occupés, 4100 000 personnes sont mortes des



Dans la région d'Orel, à 368 kilomètres au sud-ouest de Moscou. Entre 1941 et 1945, 1700 villes et 70 000 villages furent rasés. SOVFOTO/OPALE.PHOTO

conditions cruelles du régime d'occupation (faim, maladie), 2 164 313 personnes dans les camps de travail forcé en Allemagne.

Les pertes militaires de l'Union soviétique représentent 85 % du total des pertes alliées en Europe (Royaume-Uni 3,7 %, France 2,9 %, États-Unis 2,6 %). Enfin, le front ouvert en juin 1944 en France a eu, militairement, environ onze mois d'existence, contre quarante-sept mois pour le front russe depuis juin 1941. L'Armée rouge a retenu sur son front jusqu'à 80 % des forces terrestres allemandes ; elle a dû faire face à 190 divisions en 1941, à 268 au moment de la bataille de Stalingrad, et à 189 au début de 1945 alors qu'elle avait déjà porté des coups décisifs à l'ennemi. À titre de comparaison, les Anglo-Américains n'ont eu à combattre que 15 divisions en 1941-1942 et de 60 à 75 après le débarquement en Normandie.

Au total, 1 700 villes, 70 000 villages et 32 000 entreprises industrielles furent rasés. Entre Brest (Biélorussie) à l'ouest et Moscou à l'est, entre Leningrad au nord et Sébastopol au sud, le pays n'était plus qu'un champ de ruines. Une gigantesque mobilisation des travailleurs soviétiques avait permis, dès l'été 1941, d'évacuer des usines entières. Démontées et transportées en Sibérie ou dans l'Oural, elles continuèrent à produire des armes et des équipements essentiels dès l'automne 1941. Elles ont permis d'approvisionner les troupes qui ont repoussé les Allemands devant Moscou et joué

un rôle crucial dans la capacité de l'Union soviétique à soutenir un effort de guerre tout au long du conflit.

Dès les mois d'août-septembre 1941, Staline avait réclamé sans répit – mais en vain – l'ouverture d'un « second front » occidental à l'Ouest, en France par exemple. Il ne l'obtint qu'en juin 1944, alors qu'il était clair que Hitler avait perdu la guerre et que rien ne pouvait plus arrêter l'Armée rouge dans sa poussée à l'Ouest. L'opération « Bagration », du 22 juin – jour anniversaire de l'attaque allemande de 1941 – au 19 août 1944 en est un exemple. Visant à libérer la Biélorussie et à éliminer le groupe d'armées Centre de la Wehrmacht, elle fixe aussi à l'Est des divisions allemandes qui, sans cela, seraient portées au-devant des Alliés qui venaient de débarquer en Normandie. L'Armée rouge y enregistre 178 507 tués et 587 308 blessés. Mais elle parvient à parcourir de 500 à 600 kilomètres, et à libérer la Biélorussie, terre de partisans mais aussi terre martyre aux 628 « Oradour ». Elle atteint la Vistule, en Pologne, libère Sandomierz et surtout Lublin, où va siéger le Comité polonais de libération nationale (PKWN).

Le 19 août 1944, l'Armée rouge est devant Varsovie. Elle n'est plus, alors, qu'à 600 kilomètres de Berlin. Ce même jour, à 1 500 kilomètres de là, l'insurrection parisienne commençait avec l'occupation de la préfecture de police dans l'île de la Cité, à plus de 1 000 kilomètres de la capitale du Reich. ■

BERNARD FREDERICK



Des résistants planifient une opération contre l'occupant en avril 1944. TOPPHOTO/ROGER-VIOLLET

Dans la clandestinité, la Résistance construit la France d'après

D'abord en ordre dispersé, les forces combattantes s'unifient, puis rédigent le programme du Conseil national de la Résistance, socle social et démocratique de la Libération.

Dès juin 1940, la France défaite est abattue. Si le général de Gaulle s'enfuit à Londres pour organiser la future armée auprès des Britanniques, il reste pour la plupart un inconnu. Beaucoup hésitent encore à franchir la Manche, estimant qu'ils seraient plus utiles dans l'Hexagone, à l'image de Léon Blum. D'autres considèrent qu'il faut refuser l'Occupation en sabotant des lignes téléphoniques ou autres installations, mais sont très vite fusillés. Quelques manifestations jalonnent cependant ces années 1940-1942, entre autres un défilé d'étudiants et de lycéens sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1940, ou encore la mise en place du réseau du musée de l'Homme, à Paris,

rapidement décapité. Parmi ces résistants de la première heure, on compte beaucoup d'hommes et de femmes de gauche, qui retrouvent les réflexes de défense républicaine (1793, 1871, 1914, 1934), mais aussi quelques hommes de droite, tels Henri Frenay ou Emmanuel d'Astier de La Vigerie. Toutefois, ces actes restent épars et les contacts avec Londres ne sont établis que tardivement, entre 1941 et 1942.

Des mouvements commencent à organiser les premiers résistants, qui ont pour objectif essentiel de sensibiliser la population, notamment en diffusant tracts et presse clandestine. Une grande grève doit être signalée dans cet élan : celle des mines du Nord et du Pas-de-Calais, en mai-juin 1941. Si la répression est brutale, ces actions suscitent des espoirs face à la révolution nationale de Vichy, l'exclusion

mise en œuvre et surtout la politique de collaboration. L'année 1941 voit un engagement massif des communistes dans la Résistance, se livrant à des sabotages et à la lutte armée, mettant en place le « Front national de lutte pour l'indépendance de la France », dont le recrutement va largement au-delà de la famille communiste.

En quelques mois, le parti sort du ghetto où l'avaient plongé le pacte germano-soviétique et son interdiction. Dès lors, la ligne patriotique des années du Front populaire, marquée par un antifascisme viscéral, est réactivée, soulageant et surtout levant les doutes de certains dirigeants de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Les premiers contacts sérieux avec Londres, qui ont eu lieu en décembre 1941, permettent aux mandataires de la France libre, comme Jean Moulin, puis Pierre Brossolette, d'être

parachutés en France. Ils entrent en contact avec les partis clandestins et les différents acteurs de la Résistance.

Il s'agit de penser les futures bases démocratiques à la Libération, pour reconstruire une vie politique autour d'un grand mouvement issu de la Résistance et se défaire du fascisme. C'est en mai 1943, avec la naissance du Conseil national de la Résistance (CNR), que s'achève le processus d'unification des forces résistantes, sous l'égide de Jean Moulin, regroupant huit composantes de la Résistance (ceux de la Libération, ceux de la Résistance, Front national, Libération Nord, Organisation civile et militaire, Combat, Franc-Tireur, Libération Sud), six partis politiques (Alliance démocratique, Démocrates populaires, Fédération républicaine, Parti communiste, Parti socialiste, Radicaux socialistes) et deux organisations syndicales (CGT et CFTC). Première instance coordinatrice entre la zone Nord et la zone Sud, le CNR constitue la matrice des projets futurs. Il s'agit de reconnaître l'autorité du général de Gaulle et de penser l'avenir en préparant la Libération, mais aussi la reconstruction du pays et la restauration de l'idéal républicain et démocratique.

« L'ÉVICTION DES GRANDES FÉODALITÉS »

Plusieurs projets sont alors proposés, mais celui de Pierre Villon offre une synthèse ou un équilibre entre tous. Le CNR s'affirme rapidement et adopte le 15 mars 1944 un programme qui définit la nécessité de la lutte armée et la préparation de l'insurrection nationale. Ce programme de gouvernement est connu alors sous le nom de « charte du CNR ». Elle envisage le retour à la République après les années du gouvernement du maréchal Pétain. Il s'agit dans ce contexte d'enrichir la « *démocratie libérale* » et surtout de l'élargir à la « *démocratie sociale* ». Cette charte propose de mettre en place une « *véritable démocratie économique et sociale* », de participer à « *l'éviction des grandes féodalités* » et de promouvoir la « *participation des travailleurs à la direction de l'économie* », tout en réalisant un plan complet de sécurité sociale, la sécurité de l'emploi et les nationalisations.

Il faut alors restaurer le régime républicain, mais surtout le refonder. Si le projet prend racine dans le référentiel du Front populaire sur des bases de justice sociale tout en composant avec l'ensemble des forces politiques de la Résistance, il est important de renouer avec le souffle de 1936. Ainsi, à la Libération, les notables traditionnels, pour une bonne part compromis avec le régime de Vichy, perdent leur place. Une fois la Libération acquise à l'été et l'automne 1944, la transition démocratique se fait dans un cadre légal. Les premières consultations électorales – suivant l'ordonnance du 21 avril 1944 où le suffrage universel prend enfin tout son sens, les femmes pouvant voter – ont lieu au printemps 1945 avec les municipales, puis à l'automne les législatives pour l'Assemblée constituante. ■

JEAN VIGREUX
HISTORIEN

Quand il fait nuit noire, d'en bas vient la lumière, ravivée par ceux qui entretiennent la flamme. Dix-neuf représentants de l'armée de l'ombre, des mouvements de lutte contre l'occupant et des partis politiques se réunissent le 27 mai 1943, au 48, rue du Four, à Paris. Jean Moulin, émissaire du général de Gaulle, préside la séance du Conseil national de la Résistance (CNR). Autour de lui, les futurs secrétaires du CNR, Robert Chambeiron et Pierre Meunier, mais aussi André Merci pour le PCF, Louis Saillant pour la CGT, Gaston Tessier pour la CFTC, etc.

Cette unification des mouvements de Résistance prépare l'après. La quasi-totalité des forces politiques y participent. Cela permet de faire passer un message : après le débarquement, Britanniques et Américains ne peuvent pas traiter la France seulement comme un État qui a collaboré avec l'Allemagne. Paris peut s'asseoir à la table des vainqueurs et au Conseil de sécurité de l'ONU. Le CNR est l'assurance pour le pays de la grande Révolution et du Front populaire de recouvrer sa pleine souveraineté.

Que faire de cette souveraineté ? Le CNR s'y intéresse au cœur des années sombres. Deux programmes de gouvernement pour l'après-guerre sont présentés en 1943 à

Les libertés d'expression, de pensée, d'association, et la liberté de la presse doivent être garanties.

ses membres, mais, trop socialisants, ils sont écartés afin de maintenir l'unité. En décembre, l'institution planche sur une nouvelle proposition, rédigée par le Front national de Pierre Villon, l'organisation pluraliste de la Résistance animée par les communistes. Les partis de gauche, les syndicats, notamment la CGT qui s'est réunifiée en avril 1943 à la suite de la rencontre du Perreux, impriment leur marque. Le 15 mars 1944, après accord de tous les membres, le bureau du CNR se réunit à Asnières et adopte le programme. « Il a ensuite été tiré en zone sud, sous le titre "les Jours heureux" pour ne pas trop attirer l'attention de la police », témoignait dans nos colonnes, le 15 mars 1994, Auguste Gillot, représentant du PCF au sein de l'instance.

INSTAURATION DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Le texte servira de base au « modèle social français ». Comme le rapport britannique Beveridge au Royaume-Uni, les travaux de l'Assemblée constituante italienne, le programme tchèque de Kosice ou la charte de Philadelphie de l'Organisation internationale du travail, qui ont vu le jour dans un cadre antifasciste, « les Jours heureux » tournent la page des années libérales, celles qui ont permis au fascisme de prospérer. Dans l'immédiat, le texte suggère le « châtiment des traîtres », exige la « confiscation » de leurs biens. Surtout, il

En pleine guerre, le CNR prépare « les Jours heureux »

Le programme unitaire du Conseil national de la Résistance a permis de nombreuses conquêtes sociales, des nationalisations aux droits des salariés, de la Sécurité sociale à la gratuité de l'éducation. Grâce à lui, la France a pu imposer aux Anglo-Américains le recouvrement de sa pleine souveraineté.



Paris, le 1^{er} Mai 1945. Les dirigeants de la SFIO et du PCF demandent la mise en œuvre du projet du CNR. KESTONE-FRANCE/GAMMA

invite à « l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ». Il prépare une République nouvelle, « qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy ».

« Dans la clandestinité, nous avons connu les projets de l'organisation civile et militaire tendant à donner à la France une Constitution d'en haut, avec un régime présidentiel. Si tout cela a été évité en 1944, c'est parce que les bases d'un régime

démocratique étaient diffusées par le programme du 15 mars 1944, dont l'esprit était de rendre la parole au peuple français et non pas de lui octroyer une Constitution », rappelait le dirigeant communiste Georges Cogniot dans *France Nouvelle*, le 12 mars 1974. Les travaux du CNR inspirent le préambule de la loi fondamentale de 1946, encore en vigueur. Les libertés d'expression, de pensée, d'association, les droits syndicaux et la liberté de la presse doivent être garanties

Dès 1944 est élaboré le plan qui prendra le nom de Langevin-Wallon, qui fonde un système d'enseignement gratuit jusqu'à 18 ans. En 1945, une ordonnance sur la délinquance des mineurs, avant-gardiste, est adoptée. Le 22 février 1945, les comités d'entreprise sont institués. Par ailleurs, le gouvernement provisoire va prendre des ordonnances qui assurent le pluralisme des journaux, dont la loi Bichet organisera la distribution, selon un système coopératif. ■■■

■■■ « Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence », est avancé, tout comme « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ». Ces points serviront de base à la création de la Sécurité sociale, sous l'égide du ministre communiste du Travail Ambroise Croizat.

Sur le plan économique, le programme du CNR prévoit « l'évitement des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie » et « l'organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ». C'est le fondement qui permettra au communiste et syndicaliste Marcel Paul de nationaliser les industries gazières et électriques. Les transports aériens deviennent publics, tout comme la Banque de France et d'autres institutions bancaires de dépôt, ou les usines Renault, dont la direction a collaboré avec l'occupant. Jamais en France l'État n'était intervenu autant dans l'économie. Le 3 janvier 1946 est institué un Commissariat général au plan.

LES COMMUNISTES ÉVINCÉS EN 1947

Si ce programme, dans ses dimensions de progrès social, est appliqué, c'est que les organisations du mouvement ouvrier ont le vent en poupe ; celles de droite ont mauvaise presse du fait de leur collaboration. Du 10 au 13 juillet 1945, sous l'impulsion du Front national de la Résistance, des états généraux du CNR sont organisés pour que « les Jours heureux » soient effectivement mis en œuvre par le Gouvernement provisoire.

Ceux-ci ont été précédés, dans les communes, d'une forte mobilisation populaire, avec des questionnaires dont les réponses servent de charpente à des cahiers de doléances municipaux. On y trouve – déjà ! – l'exigence d'une retraite à 60 ans, d'un contrôle des licenciements. Lors de la réunion nationale, les délégués ont planché sur ce que doit être l'armée nouvelle, sur la reconstruction économique et sociale. C'est aussi le moment de dire non à de Gaulle, qui entend réduire les prérogatives de l'Assemblée constituante. Quand celle-ci est élue le 21 octobre, les partis communiste, socialiste et démocrate-chrétien (MRP), qui ont participé à la rédaction des « Jours heureux », obtiennent 75 % des voix. « Le programme du CNR est au pouvoir », exulte Louis Saillant, représentant de la CGT qui préside alors l'instance.

En réalité, de « Jours heureux », la droite n'en veut pas. L'évitement des communistes du gouvernement en 1947 est une première atteinte à la mise en œuvre du programme commun de la Résistance. Puis vient le temps d'un long détricotage : l'unité nationale n'est plus une priorité pour la droite gaulliste. En 1967, celle-ci publie des ordonnances qui limitent le budget de la Sécurité sociale et instaure un paritarisme



Réunions du CNR à Paris, ci-dessus en octobre 1945, ci-contre en octobre 1944.

qui ôte la gestion de ses caisses aux salariés. En 1986, après la défaite de la gauche, elle multiplie les privatisations.

Longtemps, la droite a tu son refus du programme du CNR, ce « legs politique de la Résistance au peuple français », selon les mots du résistant Émile Laffon. En 2002, François Fillon indiquait vouloir enterrer l'héritage du Front populaire ; en 2007, Nicolas Sarkozy voulait en finir avec celui de 1968. Mais s'attaquer à la Résistance était encore impopulaire.

Cette pudeur n'a plus cours. En octobre 2007, l'ex-vice-président du Medef Denis Kessler dresse, dans une tribune au magazine Challenges, un constat satisfait :

Nicolas Sarkozy est en train de « défier méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ».

Depuis, tout ce qui nous vient de l'après-guerre passe sous le feu des réformes libérales des gouvernements successifs : régimes de retraite, Sécurité sociale, entreprises publiques, droits des salariés, ordonnance sur les mineurs... Partout sur la planète, on observe le même phénomène. « Résultat du

démantèlement des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années 1930 : multiplication des conflits armés et extrême droite au pouvoir ou à ses portes », déplorait en 2024 Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, dans *Il est minuit moins le quart*, texte d'introduction au programme du CNR paru l'an passé. Dans les luttes de résistance pour maintenir les progrès de civilisation de 1945, dans le combat visant à reconquérir une souveraineté économique, l'héritage du CNR est souvent invoqué. La flamme brille encore. ■

« Résultat du démantèlement des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années 1930 ».

SOPHIE BINET,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA CGT

GAËL DE SANTIS



Boulogne-Billancourt, 1950. Chaîne d'assemblage de la 4CV à l'usine Renault. AFP

L'ONU jette les bases d'un monde multilatéral

Le 25 juin 1945, 50 États adoptaient la charte des Nations unies. Cette institution demeure, à ce jour, la seule garante des droits humains, des libertés fondamentales et de la sécurité collective. Afin d'évoluer vers un ordre mondial nouveau, le droit de veto et le Conseil de sécurité doivent être réformés.



À San Francisco, le 25 juin 1945, le délégué chinois est le premier à signer la charte des Nations unies (en haut).
À Londres, le 10 janvier 1946, s'est tenue la première session de l'assemblée générale au Central Hall (ci-dessus).

Les Nations unies vont-elles connaître le même sort que l'organisation mondiale qui les a précédées ? La Société des nations (SDN), établie en 1919, a implosé au bout de vingt-cinq ans. Elle n'avait jamais connu l'universalité : les États-Unis n'y sont jamais entrés et d'autres États l'ont quittée. « L'ONU a un peu d'avance. Mais, pour l'ONU, c'est minuit moins cinq ; si elle ne parvient pas à ressurgir, à renaitre, à se réformer radicalement, elle finira comme la SDN », prédit Jean Ziegler, ex-rapporteur spécial auprès de l'organisation sur le droit à l'alimentation dans le monde.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la création de l'ONU suscite un immense espoir, mais aussi des doutes. « L'ONU ne manque ni de bonne volonté ni de précocité. Dommage que ses antécédents soient fâcheux. Car elle est le fruit de la guerre et des "trois grands" (États-Unis,

Royaume-Uni et Union soviétique – NDLR). Dès le berceau, elle a connu la politique de puissance, le partage du globe en zones d'influence, les hypothèques camouflées et le droit de veto », constate ainsi un éditorial du journal *Combat*. Pour d'autres, cette nouvelle Société des nations génère une forte indifférence, car le monde ne croit plus en la paix. « Un monde sans illusions », titre *le Figaro*. *l'Humanité*, de son côté, salue « un succès » avec la création de cette organisation internationale et sa « pièce maîtresse, l'Assemblée générale », qui regroupe « toutes les nations épries de paix et de liberté ». Le Conseil de sécurité, veut croire le quotidien communiste, « jouira d'une autorité très étendue lui permettant d'agir vite ».

LA CHARTE S'ÉLABORE DE 1941 À 1945

Le 10 janvier 1946, à Londres, dans le Central Hall de Westminster, 51 États siègent à la première assemblée générale. Le premier ministre britannique Clement Attlee prévient : « Nous avons toujours des sceptiques et des pessimistes qui vous diront qu'il y a toujours eu des guerres et qu'il y en aura toujours, qui invoqueront l'échec de la SDN pour justifier leur scepticisme quant au succès de l'ONU, mais le progrès de la civilisation a été fait d'échecs continus et d'apprentissage par l'expérience. »

Le projet de cette nouvelle organisation est né durant la guerre, et la charte des Nations unies s'élabora de 1941 à 1945, entre la déclaration au vieux palais de Saint-James, la charte de l'Atlantique et la déclaration des Nations unies. Ce dernier document, signé le 1^{er} janvier 1942 par Winston Churchill, Maxim Litvinov (Union soviétique) et Tse Ven Soong (République de Chine), suscite dès le lendemain l'adhésion de 22 autres pays. Les conférences de Moscou, de Téhéran, de Dumbarton Oaks à Washington et de Yalta entérinent la création de l'ONU. Celle de San Francisco, le 25 juin 1945, lance la conférence des Nations unies sur l'organisation internationale, avec 50 États qui finalisent les 111 articles de la charte, adoptée à l'unanimité. ■■■

Quatre-vingts ans plus tard, l'ONU a-t-elle réussi ? Du génocide au Rwanda à celui de Gaza, de l'invasion de l'Irak à celle de l'Ukraine, des guerres au Yémen à celles du Soudan ou du Congo, les limites de l'organisation et de son Conseil de sécurité sur un certain nombre de grandes crises sont patentées. Mais de nombreux diplomates confirment qu'elle demeure le seul forum réunissant tous les acteurs de la scène mondiale. La charte joue un rôle fondamental pour défendre les droits humains, les libertés fondamentales et la sécurité collective. Les attaques contre l'ONU servent à légitimer la transgression de ses règles et la création d'autres cadres – G7, G20, Otan, OCS.

DES BOULEVERSEMENTS NÉCESSAIRES

Pour Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, « deux organisations des Nations unies coexistent ». La première concerne « les institutions sociales qui assurent un travail

Avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le multilatéralisme onusien est plus menacé que jamais.

remarquable, source d'optimisme (Pnud, PAM, Unicef, OMS, COP...) ». Ces agences tentent d'assurer la sécurité alimentaire, économique, sanitaire et climatique, et permettent d'abaisser « le risque de voir apparaître de nouveaux conflits », note-t-il. L'autre ONU, en échec, c'est le « Conseil de sécurité reposant sur le postulat que le club des puissants va tout résoudre et qu'une concertation entre grands apportera la solution ».

Elargissement du Conseil de sécurité aux territoires non représentés (Afrique, Amérique du Sud, Moyen-Orient), réforme du droit de veto font partie des bouleversements nécessaires. Le sommet de l'avenir, les 22 et 23 septembre 2024 à New York, a abouti à l'adoption du pacte pour l'avenir, visant à adapter le système multilatéral aux réalités contemporaines. Le mémorandum interne du groupe de travail a fuité vendredi 2 mai ; il avance la fusion de certaines agences, pour rendre l'organisation « plus rationalisée, percutante et fiscalement responsable ». Avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le multilatéralisme onusien est plus menacé que jamais. Sa diplomatie prend le contre-pied de celle de Harry S. Truman. Le 33^e président avait promis lors de la première réunion de l'ONU, à New York, « l'abandon d'une politique d'isolement », assurant que son pays jouerait « pleinement son rôle, à la fois en soutenant financièrement l'organisation internationale des réfugiés et en se joignant à d'autres nations pour les accueillir ». ■

VADIM KAMENKA



Winston Churchill, Franklin Roosevelt et Joseph Staline au palais de Livadia, près de Yalta, trois mois avant la fin de la guerre.

KEYSTONE-FRANCE/Gamma-Rapho/MAGETTY IMAGES

Yalta, les fondations d'un nouvel ordre mondial

En février 1945, Churchill, Roosevelt et Staline se retrouvent en Crimée pour des négociations. Il ne s'agit pas, alors, de « partager le monde », mais de dessiner l'ordre géopolitique de l'après-guerre. Lequel perdure aujourd'hui, même s'il est remis en question.

Lorsque l'Allemagne capitule le 8 mai 1945, voilà déjà trois mois que la conférence de Yalta s'est tenue. Entre-temps, les équilibres ont déjà considérablement évolué : recul de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient au profit des États-Unis, reddition de l'Allemagne après l'entrée de l'Armée rouge dans Berlin. Pourtant, c'est bien au bord de la mer Noire, du 4 au 11 février 1945, que les contours du nouvel ordre mondial de l'après-guerre se sont dessinés.

Durant une semaine, au palais de Livadia, trois hommes sont assis à la table des négociations : Winston Churchill, premier ministre anglais, Franklin Roosevelt, président des États-Unis, et Joseph Staline, dirigeant de l'Union soviétique. Ni la Chine ni la France n'ont été conviées. Le contexte des avancées militaires tient une place prépondérante : à l'Ouest, après les débarquements de Provence puis de Normandie, la bataille de France est ardue, les Alliés n'ont pas encore franchi le Rhin. À l'inverse, à l'Est, l'Armée rouge fonce sur Berlin : elle n'est plus qu'à 80 kilomètres de la capitale du Reich. L'URSS est donc en position de force pour négocier.

UN CONSEIL DE SÉCURITÉ INCLUANT LA FRANCE

À Yalta, les objectifs étaient alors de trois ordres : l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, la capitulation de l'Allemagne nazie le plus rapidement possible et l'esquisse des contours de l'après-guerre, non seulement en Europe mais dans l'ordre géopolitique mondial. C'est bien à Yalta que fut entérinée la décision de créer les Nations unies, avec déjà le principe d'un Conseil de sécurité qui

comprendrait la France. Ce qui fit dire à de Gaulle que, malgré son absence, « les intérêts de la France n'y ont pas été maltraités ». Le 13 février, l'Humanité titrait : « Staline, Roosevelt, Churchill ont établi les plans de la victoire. La France sera présente dans tous les conseils dirigeants de l'organisation de la paix. »

La conférence « n'était ni un partage du monde ni une négociation de paix », avance aujourd'hui Bertrand Badie, professeur émérite de relations internationales à Sciences-Po Paris, dans son dernier livre, *l'Art de la paix*. Mais, dès 1947, la logique de blocs, implicite, s'impose et ouvre l'ère de la guerre froide. La logique mise en place par Yalta se retrouve jusque dans les positions géopolitiques actuelles : lorsque la Russie parle de « tenir l'Otan éloignée de ses frontières », en conservant un « glacis », il s'agit d'un lointain héritage de Yalta.

**Dès 1947,
la logique de blocs,
implicite, s'impose
et ouvre l'ère de
la guerre froide.**

Surtout, cet ordre mondial symbolisé par le Conseil de sécurité des Nations unies, et par le droit de veto des nations qui le composent, est source de « quatre-vingts ans de paralysie », estime Bertrand Badie. Un ordre qui est depuis le début des années 1970 remis en question, d'abord via le non-alignement né lors de la conférence de Bandung en 1955, puis avec l'émergence de la notion de Sud global, apparue dans les années 1980. Laquelle recouvre des réalités très disparates, entre grandes puissances (Brésil, Chine, Inde, Afrique du Sud) et des pays pauvres et avec peu de poids géopolitique. Qui ont toutefois en commun de refuser l'ordre politique et économique de la mondialisation capitaliste occidentale. ■

BENJAMIN KÖNIG

Devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, la semaine dernière, se sont tenues des audiences d'une importance cruciale. Au cœur des débats : le blocage total par Israël, depuis près de deux mois, de l'aide humanitaire et des biens essentiels destinés à la bande de Gaza. Devant l'instance judiciaire des Nations unies, d'éminents juristes ont plaidé pour 40 États et 3 organisations internationales. Douze juges les ont écoutés. Ils rendront bientôt un avis disant le droit international qu'Israël doit respecter. En principe seulement. Car, si le droit international continue d'avancer, sa mise en œuvre s'avère difficile et sa légitimité de plus en plus contestée.

Quatre-vingts ans ont passé depuis le procès de Nuremberg, en Allemagne, du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946. La notion de crime contre l'humanité, qui y fut consacrée, n'a cessé de se préciser. Tout comme l'ensemble des comportements portant gravement atteinte aux droits de l'homme – crime de guerre, génocide, crime d'agression –, dont la qualification s'affine au fil du temps, des conflits, des procès.

Du procès de Nuremberg au droit international

Dès le 20 novembre 1945, les criminels nazis comparaissent devant le Tribunal militaire international. Depuis, le droit n'a cessé de se consolider. Mais sa mise en œuvre est difficile et, avec l'élection de Donald Trump, sa légitimité contestée.

À l'image de celui de Nuremberg, des tribunaux ad hoc ont vu le jour ces dernières décennies – le TPIY pour l'ex-Yougoslavie, le TPIR pour le génocide rwandais, par exemple. À ces instances judiciaires temporaires succède, depuis 1998, la Cour pénale internationale (CPI), chargée de poursuivre les auteurs de crimes internationaux – la CIJ, elle, juge les États. Problème, s'agissant de la CPI : tous les États n'ont pas adhéré au statut de Rome, qui institue cette instance – c'est notamment le cas des États-Unis. Ces derniers, depuis l'élection de Donald Trump, font montre d'une hostilité croissante et

assumée à l'égard de la justice internationale et de la protection des droits internationaux – leur retrait du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en témoigne. L'administration Trump, qui qualifie la CPI de « menace pour la souveraineté nationale », va jusqu'à légiférer pour en sanctionner les acteurs.

AU BON VOULOIR D'ENTITÉS ÉTATIQUES

Les juridictions internationales ne disposent pas de forces de police. Lorsqu'elles condamnent des États ou leurs chefs, la mise en œuvre de leurs décisions dépend souvent du bon vouloir

d'entités étatiques qui, à leur tour, peuvent être poursuivies. Les principes universels, consacrés par le droit, sont le ciment naturel de la société internationale. Mais, soumis aux coups de bouclier de Trump et de ses amis autocrates, ces principes semblent s'effriter, la société des États se relâcher. Visé comme Vladimir Poutine par un mandat d'arrêt de la CPI, Benyamin Netanyahu s'est récemment rendu en Hongrie sans être inquiété. La Russie continue à bombarder l'Ukraine. Dans les territoires palestiniens, la politique génocidaire d'Israël se poursuit. Cette insolente impunité affaiblit, certes, la crédibilité de la justice internationale. Mais elle n'en atténue pas la nécessité. Elle n'affecte pas, non plus, le besoin d'universalité qui s'exprime à travers elle.

À Nuremberg, on a vu des dignitaires nazis plaider non coupable et sourire dans leur box avant d'être condamnés à mort. Dans le désordre actuel du monde, les juridictions internationales, bien que décriées par certains, n'ont jamais été aussi indispensables. ■

ÉLISABETH FLEURY

Marie-Claude Vaillant-Couturier, une conscience du XX^e siècle

La résistante communiste fut un témoin clé à Nuremberg. Élu députée après la Libération, elle a perpétué jusqu'à son dernier souffle la mémoire de ses camarades disparus dans les camps de la mort.

Ce numéro de matricule, 31685, tatoué sur son avant-bras gauche, est la trace indélébile de sa déportation à Auschwitz-Birkenau. Marie-Claude Vaillant-Couturier a survécu à l'enfer des camps d'extermination du III^e Reich. La résistante communiste n'a rien oublié des coups, des maladies, des abominables expérimentations médicales, de la mort. Elle ne veut rien oublier, surtout pas ce lundi 28 janvier 1946. Ce jour-là, au petit matin, elle pénètre dans la salle d'audience du tribunal militaire international de Nuremberg, chargé depuis le 20 novembre 1945 de juger les criminels nazis. Elle est citée comme témoin à charge, en tant que déportée politique française. « Je suis entrée dans la salle très lentement. Je suis passée devant Goering et les autres nazis. J'étais face à eux et, sans un mot, simplement avec mes yeux, je leur disais : "En ce moment, ce sont des millions de morts qui vous regardent." »

Marie-Claude Vaillant-Couturier, née dans une famille bourgeoise cultivée et éclairée, prend très tôt conscience du drame

qui se trame en Allemagne. Germanophone, elle vit à Berlin au début des années 1930. « J'y ai été témoin de la montée du fascisme. (...) Il existait une misère atroce », confiera-t-elle des années plus tard à *l'Humanité*.

En 1933, Marivo, ou encore Maria Luca, ses pseudonymes de journaliste, se rend à Dachau et Oranienburg. La photographe-reporter capture des images de ces camps qui seront publiées dans l'hebdomadaire *Vu*, que dirige son père, Lucien Vogel. Le coup de force des ligues factieuses à Paris en 1934 précipite son adhésion au PCF. En juin 1940, c'est en pleurs qu'elle voit les soldats allemands envahir la capitale, avant de rejoindre la Résistance.

AU BLOC DES NUIT ET BROUILLARD

À Nuremberg, la députée de l'Assemblée constituante, depuis la Libération, livre un récit précis, implacable : son arrestation le 9 février 1942, son internement à la prison de la Santé, les interrogatoires, la torture, son transfert au fort de Romainville, son



Le 4 novembre 1945, deux mois avant son témoignage décisif devant la justice. AFP

départ pour Auschwitz le 24 janvier 1943, la Marseillaise chantée quatre jours plus tard avec ses camarades à leur entrée dans cet univers d'anéantissement. Elle décrit les appels interminables par un froid glacial, le bloc 25, antichambre de la chambre à gaz. On entend aussi la solidarité et la sororité des prisonnières face à la déshumanisation, à Auschwitz et à Ravensbrück, où elle a été transférée au bloc des Nuit et Brouillard. Elle répond sobrement à l'avocat des dignitaires du III^e Reich, mais n'hésite pas à le tancer lorsqu'il évoque la prétenue bonne conduite des soldats allemands

à Paris. « Trop des miens ont été fusillés ou massacrés pour que je puisse partager votre opinion », cingle-t-elle.

Le témoignage de Marie-Claude Vaillant-Couturier sera décisif dans la condamnation des dirigeants nazis et la qualification des crimes contre l'humanité. Jusqu'à son dernier souffle, elle mènera un incroyable travail de mémoire et demeurera fidèle au serment qu'elle s'était fait, en présidant la Fondation pour la mémoire de la déportation, au nom de ses camarades qui ne sont jamais revenus des camps de la mort. ■

CATHY DOS SANTOS



Hiroshima, en novembre 1945, des survivantes errent dans un paysage en ruine. SMITH COLLECTION/GADO/GETTY IMAGES

Hiroshima et Nagasaki, le cataclysme atomique

Les 6 et 9 août 1945, ces villes japonaises devenaient les seules de l'histoire à avoir été anéanties par la bombe A. Aujourd'hui, les têtes nucléaires sont pourtant toujours là, et de nouveaux pays souhaitent s'en doter.

La dévastation sur des kilomètres à la ronde, puis une « pluie noire et gluante », radioactive, que « les gens buvaient parce qu'ils avaient soif »... Les survivants des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki voudraient n'avoir jamais vécu ces quelques secondes durant lesquelles l'armée américaine largua les deux seules bombes atomiques de l'histoire, les 6 et 9 août 1945. « La question des bombardements et de la guerre est mise de côté, nous avons donc un peu peur que notre mémoire disparaîsse », s'inquiète auprès de l'Humanité Shigemitsu Tanaka, survivant de Nagasaki et dirigeant de l'association Nihon Hidankyo, qui a reçu le prix Nobel de la paix 2024. Le Japonais parle même de « trois drames », avec l'essai en 1954 de la bombe H (à hydrogène), bien plus puissante que la bombe A, au large du Japon, contaminé une nouvelle fois par un nuage radioactif.

UNE STRATÉGIE DE « DISSUASION » INEFFICACE

Car l'horreur d'août 1945 n'aura pas empêché les grandes puissances états-unienne et russe, au cours de la guerre froide, d'accélérer leur production de têtes nucléaires, jusqu'à plus de 70 000 en 1986. Leur nombre a baissé, jusqu'à environ 12 000 en 2024, à la faveur du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), entré en vigueur en 1970. Seuls cinq États n'en sont pas signataires : l'Inde, le Pakistan, Israël, le Soudan du Sud et la Corée du Nord, qui s'est retirée en 2003. Depuis 2021, un nouvel accord a vu le jour : le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian), qui prohibe toute recherche, production ou transfert,

mais il n'est signé que par 94 pays, pour beaucoup du Sud global.

Aujourd'hui, si les deux anciens blocs ont peu à peu diminué leurs stocks (environ 5 500 têtes nucléaires pour la Russie et 5 000 pour les États-Unis en 2024, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), sept autres pays ont malheureusement rejoint la course aux armes atomiques. La Chine (500 têtes nucléaires en 2024) a doublé sa production depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, en 2013. La même frénésie nucléaire s'observe en Inde (172), au Pakistan (170), en Israël (90) et en Corée du Nord (50). La France (290) et le Royaume-Uni (225) font stagner leur stock depuis plusieurs années. Seule l'Afrique du Sud l'a totalement supprimé, en 1990.

Mais le pire est à craindre, puisque Moscou et Washington ralentissent de plus en plus le démantèlement de ces armes de destruction massive. Cela au nom d'une stratégie de « dissuasion » qui n'empêche pas les guerres d'éclater sur le globe. D'autres États sont ainsi tentés de rejoindre cette funeste surenchère nucléaire. C'est le cas... du Japon, pourtant seul et unique pays au monde frappé par l'arme atomique. Le premier ministre de l'archipel, Shigeru Ishiba, est ainsi partisan d'une « Otan asiatique » comptant largement sur le « parapluie nucléaire américain ». Le gouvernement a même refusé de participer à la conférence sur le TNP, à la mi-février, arguant que le « traité est incompatible avec la dissuasion nucléaire ». Au risque de voir l'histoire bégayer. ■

AXEL NODINOT

Moscou et Washington entrent la dénucléarisation.

À Bretton Woods, le monde groupé autour du dollar

En 1944, le billet vert acquiert une dimension internationale qui va en faire un relais commode de l'impérialisme états-unien.

En juillet 1944, alors que la guerre n'est pas encore terminée, des représentants des principales puissances occidentales planchent d'arrache-pied à Bretton Woods aux États-Unis sur les moyens de sauver un système capitaliste dont la responsabilité dans l'avènement du nazisme est accablante. L'équation est complexe : pour favoriser la reconstruction et tirer les enseignements de la crise économique et financière majeure des années 1930 qui a débouché sur la guerre, il faut ériger un système monétaire d'une stabilité à toute épreuve.

Serrer les rangs autour du dollar, et par la même occasion du capital états-unien, apparaît comme la seule logique viable aux sommets réunis sur place. Les taux de change entre les principales monnaies et le billet vert sont figés. La devise états-unienne est la seule encore convertible en or. Toutes les autres gravitent autour d'elle avec un taux de change fixe. Deux institutions internationales, le FMI et ce qui deviendra la Banque mondiale, sont créées pour encadrer le dispositif. Le dollar acquiert ainsi un statut de devise commune mondiale. Monnaie de réserve et de référence, il devient un instrument de domination des États-Unis au moins à l'égal de leur armada déployée dans toutes les parties du globe. Ce statut privilégié permet à Washington de s'endetter à moindres frais et de siphonner les capitaux du monde entier. Seulement les limites du système émergent dès la fin des Trente Glorieuses.

INTERDIRE LA CONVERTIBILITÉ EN OR

En 1971, la guerre du Vietnam se révèle comme un gouffre financier. L'administration du président Richard Nixon décide alors de casser en partie le système de Bretton Woods. Pour placer le dollar plus encore en position de pivot, il décide d'interdire la convertibilité du billet vert en or. Les grands pays occidentaux s'inclinent. Washington va pouvoir aspirer toujours plus d'épargne mondiale pour la diriger vers ses immenses dépenses budgétaires.

Mais une contradiction liée à la toute-puissance du billet vert va s'exacerber dans un monde bientôt livré à la globalisation libérale. Le dollar fort est un moyen des multinationales américaines pour étendre leurs conquêtes. En même temps, il est un vecteur de désindustrialisation aux États-Unis quand ces mêmes firmes n'hésitent plus à délocaliser leurs productions vers des lieux où la main-d'œuvre est moins chère. C'est à cette aune qu'il faut apprécier la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump. Il entend jouer à la baisse la valeur du billet vert pour ramener productions et investissements sur le territoire états-unien. Mais en même temps il a besoin de renforcer la position impériale du dollar pour faire financer par les capitaux étrangers une dette publique qui culmine aujourd'hui à quelque 34 500 milliards de dollars. Intenable.

L'avenir de l'humanité, sa capacité à surmonter les crises sociales et climatiques d'aujourd'hui, est forcément multilatéral. Il suppose au moins une dédollarisation comme le souhaite le « Sud Global » avec les Brics et, au mieux, l'émergence d'une vraie monnaie commune mondiale pour faire face au financement des biens publics communs nécessaires. ■

BRUNO ODENT

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU se prononce sur le plan de partage de la Palestine. Celui-ci est adopté par 33 voix (dont celles des États-Unis, de l'URSS et de la France) contre 13 et 10 abstentions (dont celle de la Grande-Bretagne). Ce plan prévoit la partition de la Palestine mandataire en trois entités, avec la création d'un État juif (sur 56 % du territoire) et d'un État arabe (sur 42 %), tandis que la ville de Jérusalem et ses villages proches (2 %) sont placés sous contrôle international en tant que corpus separatum. Une décision qui est généralement considérée comme la conséquence du génocide perpétré par les nazis contre les juifs. La Shoah a effectivement contribué à la création de l'État d'Israël : elle a catalysé la revendication d'un État pour les juifs, mais celle-ci fut bien antérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Theodor Herzl (1860-1904), journaliste austro-hongrois, qui, en 1896, vivait dans une France plongée en pleine affaire Dreyfus, publie cette année-là un livre intitulé *l'État des juifs*. Il y théorise l'idée selon laquelle la création d'un État spécifique pour le peuple juif est indispensable face à l'antisémitisme. L'année suivante, en 1897, il organise à Bâle (Suisse) le premier congrès sioniste mondial.

En 1917, la déclaration Balfour affirme que le gouvernement britannique est disposé à créer en Palestine « *un foyer national juif* ». En 1922, la Palestine, ancien territoire ottoman, est placée sous mandat britannique par la Société des nations (SDN). Cette décision favorise l'immigration juive, cette population passant de 60 000 en 1914 à 500 000 en 1944, ce qui suscite des soulèvements palestiniens : émeutes en 1929, révolte de 1936 à 1939.

« NOUS RÉAFFIRONS NOTRE DROIT SUR TOUTE LA PALESTINE » - BEN GOURION

Pour rassurer tout le monde, David Ben Gourion, à la tête de l'Agence juive et futur premier dirigeant israélien, explique en 1934 : « *Nous n'accepterons pas maintenant, ni dans le futur, le pouvoir d'un groupe national sur un autre. Pas plus que nous n'acceptons l'idée d'un État juif, qui pourrait finalement signifier la domination juive sur les Arabes.* » Mais, en 1947, alors que les Britanniques ont annoncé vouloir se retirer de la Palestine, le même Ben Gourion assène : « *Nous sommes prêts à considérer la question d'un État juif sur une partie significative de la Palestine (tout) en réaffirmant notre droit sur toute la Palestine.* »

Au moment du plan de partage, la population totale de la Palestine est composée pour deux tiers d'Arabes (1,2 million) et pour un tiers de juifs (600 000), principalement immigrés d'Europe pendant la période du mandat. Il est accepté par les sionistes mais refusé par les pays arabes et par les Palestiniens, néanmoins incapables de

Aujourd'hui, c'est une nouvelle Nakba - la « catastrophe » - qui a commencé, après celle de 1948.

En 1947, l'ONU décide de la partition de la Palestine

Le projet sioniste date de la fin du XIX^e siècle, mais la Shoah accélère la revendication d'un État pour les juifs.

Près de huit décennies plus tard, les Palestiniens attendent toujours le leur et la région est plus instable que jamais.



Entre 1947 et 1949, environ 800 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs foyers, selon l'historien Dominique Vidal. JIM PRINGLE/AP/SIPA

s'entendre sur une stratégie commune. L'URSS y voit un moyen de briser les hégémonies occidentales alors que les États-Unis s'y résolvent pour des raisons de politique intérieure. Lors du vote du plan de partage de la Palestine, beaucoup des pays actuels n'étaient pas encore membres de l'ONU, puisqu'ils faisaient

encore partie des empires coloniaux britannique, français, belge, portugais et néerlandais.

La décision va déclencher d'abord une guerre civile dans cette Palestine toujours mandataire jusqu'en 1948,

puis une guerre israélo-arabe dès la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948. Le nouvel État en profite pour agrandir son territoire en occupant les terres palestiniennes et, depuis 1967, en y installant en toute illégalité des colonies. Depuis, cette région n'a connu ni la paix ni la stabilité. Israël est en conflit avec tous ses voisins – guerre de Suez (1956), guerre des Six-Jours (1967), guerre du Kippour (1973), guerres au Liban (1982, 2006, 2024) – et n'a signé des accords de paix qu'avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994).

Malgré le vote de l'ONU et la promesse de deux États, malgré les accords d'Oslo signés en 1993, il n'en existe toujours qu'un

seul. Les Palestiniens attendent toujours le leur. Ils ne revendentiquent pourtant plus que 22 % de la Palestine historique. L'apartheid règne dans les territoires palestiniens occupés. La population subit un génocide dans la bande de Gaza depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et un nettoyage ethnique en Cisjordanie. Pour les Palestiniens, c'est une nouvelle Nakba (la « catastrophe ») qui a commencé, après celle de 1948, lorsque des centaines de milliers d'entre eux ont dû fuir leurs villages, selon un plan bien établi et voulu par les soldats israéliens. Comme si, près de quatre-vingts ans après, l'histoire se répétait. ■

PIERRE BARBANCEY



Tueries,
déplacements
forcés...
Aujourd'hui
encore,
impossible
d'évaluer
le bilan de la
répression du
soulèvement
malgache
de 1947-1948,
qui a fait entre
11 000 et
100 000 morts.
PVDE/BRIDGEMAN IMAGES

Le crépuscule des empires coloniaux

À l'aube de la capitulation nazie, le monde colonisé est en ébullition. Aux quatre coins du globe, les peuples mis en servitude se soulèvent et exigent leur indépendance, qu'ils paieront au prix de leur sang.

La Seconde Guerre mondiale et la signature de l'armistice par la France en 1940 ont précipité la chute du prestige de la puissance coloniale chez les colonisés. Un peu partout, les peuples mis en servitude vont réclamer leurs droits et leur indépendance. La répression sera terrible. Après le massacre de Thiaroye en décembre 1944 au Sénégal, les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, le 8 mai 1945, en Algérie, déclenchent un souffle libératrice. Partout la promesse libératrice se lève : la proclamation de la République du Vietnam par Hô Chi Minh, la remise en cause de l'Empire britannique en Inde, etc. En ce tournant historique de la Libération, les

peuples colonisés provoquent un premier ébranlement du système de domination coloniale.

Le massacre de Thiaroye

Le massacre de Thiaroye est perpétré par les troupes coloniales et des gendarmes français, le 1^{er} décembre 1944, au camp militaire de Thiaroye, près de Dakar, dans l'Afrique occidentale française (AOF). Une tuerie en réponse à une manifestation de tirailleurs, anciens prisonniers de la Seconde Guerre mondiale récemment rapatriés qui réclamaient le paiement de leurs indemnités et le versement du pécule qui leur était dû depuis des mois et que l'administration coloniale ne leur avait toujours pas versé. Ce carnage n'est pas médiatisé en métropole. Il a fallu attendre

des décennies pour qu'il soit enfin documenté. L'historienne Armelle Mabon a démontré qu'il a fait plusieurs centaines de morts, alors que les autorités françaises se sont bornées pendant des décennies à avancer le nombre de 35 à 70 décès. Cet épisode sanglant est toujours absent des manuels scolaires français.

Sétif et les drapeaux algériens

Les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata répriment dans le sang les manifestations nationalistes, indépendantistes et anticolonialistes survenues le 8 mai 1945 dans le département de Constantine, en Algérie. La France est alors sous le gouvernement provisoire de la République française présidée par le général de Gaulle. Ces tueries s'échelonnent sur sept semaines,

jusqu'à la fin juin 1945. Elles débutent le 8 mai 1945, lorsque les indépendantistes algériens se saisissent du jour de la capitulation de l'Allemagne nazie pour réclamer l'indépendance. La France autorise ces manifestations, à condition que seuls des drapeaux français soient agités. À Sétif, après des heurts, un policier tire sur Bouzid Saâl, un scout musulman âgé de 26 ans, tenant un drapeau de l'Algérie, et le tue. Cet assassinat déclenche plusieurs émeutes, puis l'intervention de l'armée. Le bilan est de 200 morts du côté européen, et de 1165 Algériens tués, selon le chiffre officiel des autorités françaises. En réalité, le total de victimes pourrait atteindre jusqu'à 30 000 morts. Ce n'est qu'en 2005 que la France, par la voix de son ambassadeur en Algérie, dans un discours officiel à l'université de Sétif, évoque cet événement comme une « *tragédie inexcusable* ».

Les pas balbutiants de l'ONU

La conférence de San Francisco, acte fondateur de l'ONU, s'ouvre le 25 avril 1945, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, avant même la capitulation de l'Allemagne (8 mai) et du Japon (2 septembre). Les délégués de 50 pays se réunissent en grande pompe dans l'opéra de cette ville des États-Unis et mettent au point la charte de l'organisation, porteuse de principes émancipateurs et d'espoir pour les peuples colonisés. Cependant, l'ONU naissante, où siègent alors seulement des Blancs et de nombreux représentants de

puissances coloniales, reste prudente sur la question des colonies. Elle crée un « Conseil de tutelle », en vertu du chapitre XIII de la charte, pour assurer la surveillance des onze territoires sous tutelle, placés sous l'administration de sept États membres, et garantir que « les mesures appropriées soient prises pour préparer ces territoires à une autonomie ou indépendance à venir ». Une formulation bien vague. Mais les deux superpuissances de la guerre froide qui se trame – les États-Unis et l'URSS – sont anti-colonialistes. La charte des Nations unies affirme le « respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». Ce principe avait déjà été évoqué par le président américain Roosevelt et le premier ministre britannique Churchill dans la charte de l'Atlantique, signée le 14 août 1941 sur le croiseur américain *Augusta* au large de Terre-Neuve. Au point 3 de cette déclaration solennelle, les deux dirigeants avaient affirmé le principe suivant lequel « ils respectent le droit de chaque peuple à choisir la forme de son gouvernement et espèrent que les droits souverains et l'autonomie de gouverner seront restitués à ceux qui en ont été privés par la force », malgré les convictions colonialistes de Churchill.

La Syrie et le Liban indépendants
Le 3 janvier 1944, la France reconnaît officiellement la souveraineté de la Syrie et du Liban, des territoires (anciennement parties de l'Empire ottoman) qui lui avaient été confiés par « mandats » de la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU. Mais les Libanais et les Syriens aspirent à une véritable indépendance et ne supportent plus les vexations imposées par les autorités françaises. Choukri Al Kouatli est élu président de la République de Syrie. Le parti Baas crée des équipes de djihad national,

qui s'attachent à mobiliser les masses populaires contre l'autorité française. Le 29 mai 1945, après dix jours de manifestations ininterrompues, les Français, sous l'ordre du général Fernand Olive, bombardent Damas durant trente-six heures d'affilée. On compte environ 400 morts et des centaines de blessés ; une grande par-

La charte des Nations unies affirme le « respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ».

tie de la ville est détruite. Cette sanglante répression française de l'insurrection syrienne de 1945 va provoquer un ultimatum britannique ; en avril 1946, les troupes françaises sont finalement contraintes d'évacuer la Syrie, qui conquiert alors son indépendance complète.

Au Vietnam, avec l'Oncle Hô

En septembre 1945, après la reddition des Japonais, le dirigeant indépendantiste et communiste Hô Chi Minh s'empresse de déclarer solennellement, devant une foule de Vietnamiens rassemblés à Hanoi, l'indépendance de la République démocratique du Vietnam. « Nous déclarons nous affranchir complètement de tout rapport colonial ! » proclame-t-il. Il est acclamé par le peuple. Le Viet-minh, parti qu'il a créé en 1941, domine alors tout le centre et le nord du Vietnam. Mais la France refuse l'indépendance de sa colonie. S'engage alors la guerre d'Indochine, qui durera de 1946 à 1954. Une guerre longue et meurtrière, dans laquelle le peuple vietnamien résiste avec

courage, galvanisé par Hô Chi Minh. Ce dernier est devenu le symbole de la lutte contre la domination coloniale. Il est surnommé « Oncle Hô » par le peuple vietnamien qui, à partir de 1946, célèbre officiellement son anniversaire. Sa biographie et ses déclarations commencent à circuler dans la population. De mai à octobre 1946, Hô Chi Minh est en France, à l'invitation du gouvernement, pour essayer de parlementer avec le pouvoir et de trouver une solution politique à la crise vietnamienne. Jusqu'au bout pragmatique, il essaiera de négocier afin de parvenir à une issue propre à éviter l'effusion de sang. Mais il ne réussira pas à enrayer l'engrenage de la guerre.

L'abolition du travail forcé

Le 11 avril 1946, l'Assemblée nationale française supprime – enfin ! – le travail forcé en Afrique de l'Ouest. Cette décision met fin à une pratique répressive ignoble, un semi-esclavage qui a été au centre de toute sa politique coloniale depuis le XIX^e siècle, fondée sur l'exploitation des colonisés (on pense au chantier infernal du chemin de fer Congo-Océan, qui a causé la mort de plus de 20 000 personnes entre 1921 et 1934). C'est grâce à l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny qu'elle est adoptée. Mais, bien qu'officiellement aboli le 11 avril 1946, le travail forcé continuera jusqu'à l'indépendance dans certains territoires, comme le Gabon et le Congo français. Deux semaines plus tard, le 25 avril 1946, la loi Lamine Guèye (du nom de l'homme politique et militant sénégalais, maire de Dakar, qui l'a proposée) généralise le statut de citoyen à l'ensemble des territoires colonisés : c'est la fin de l'humiliant « Code de l'indigénat ».

L'Inde, de Gandhi à Nehru

La marche vers l'indépendance de l'Inde prend un essor avec l'élection des

travaillistes au Royaume-Uni, en 1945, et l'arrivée au pouvoir de Clement Attlee. Le Parti du congrès de Jawaharlal Nehru a remporté les élections au cours de l'été 1946, preuve du soutien des Indiens au mouvement Quit India, que le Congrès avait lancé dès août 1942, et du refus de coopérer de quelque manière que ce soit avec le gouvernement jusqu'à ce que l'indépendance soit accordée.

La région du Bengale, en Inde, a subi une famine dévastatrice entre 1940 et 1943, sous les yeux des Britanniques qui n'ont rien fait pour la soulager. Nehru, plusieurs fois emprisonné (entre 1920 et 1945, il passe jusqu'à dix années en prison), a néanmoins soutenu l'effort de guerre allié durant la Seconde Guerre mondiale, en échange de la promesse de l'indépendance de l'Inde à la fin du conflit. Chef du gouvernement intérimaire chargé de préparer l'indépendance en 1946, tout comme Gandhi, il ne peut empêcher le conflit avec le futur Pakistan en 1947. Gandhi, après sa populaire « marche du sel » en 1930, appelle à l'été 1942 à une grève générale des Indiens pour forcer les Britanniques à quitter l'Inde. Lui et le comité dirigeant du Congrès sont arrêtés à Bombay le 9 août 1942.

Des indépendantistes, membres et non-membres du Congrès, entament une vague de violence contre les Britanniques, détruisant des bâtiments gouvernementaux. La police britannique réagit en tuant et blessant 2500 indépendantistes ; elle procède à plus de 66 000 arrestations, dont celle de Gandhi, qui est relâché le 6 mai 1944 pour raison de santé. Le mouvement Quit India est parvenu à unir les Indiens contre les Britanniques. En 1945, ceux-ci sont contraints d'annoncer que le pouvoir sera transféré aux Indiens. Gandhi demande à la direction du Congrès de cesser la lutte et près de 100 000 prisonniers politiques sont relâchés. Mais le Royaume-Uni n'est pas prêt à renoncer à toutes ses colonies en Asie. En 1945, Churchill, fervent partisan de la colonisation, fait réprimer dans le sang la rébellion des communistes de Malaisie.

Madagascar, la Grande île rouge

L'insurrection malgache de 1947-1948 est un point chaud des luttes indépendantistes qui vont éclore dans la foulée du 8 mai 1945. Les Malgaches se soulèvent contre le rétablissement du travail forcé, leur salaire de misère et la réquisition des récoltes de riz. Une centaine de colons français trouvent la mort. En réponse, un impitoyable massacre est perpétré par l'armée française. On dénombre plusieurs milliers de tués, sans compter les Malgaches morts de faim à la suite des mauvais traitements et des déplacements forcés de population. Le nombre des victimes malgaches est estimé de 11 000 à 100 000 morts. Ici encore, la répression entraînera la chute du système colonial et la marche des peuples pour leur libération et leur indépendance. ■

CHLOÉ MAUREL
HISTORIENNE



En mai 1945, la répression coloniale à Sétif, Guelma et Kherrata fait plus de 30 000 morts.
TALLANDIER/
BRIDGEMANIMAGES

« La question de l'avenir de la démocratie sociale et politique est posée »

L'historien **Serge Wolikow** éclaire le grand bouleversement mondial de 1945 avec ses avancées sociales et démocratiques novatrices. Quatre-vingts ans plus tard, il s'inquiète de l'attitude de ces élites qui favorisent le retour des guerres et légitiment l'autoritarisme.

Quatre-vingts années ont passé depuis la capitulation du III^e Reich. Que subsiste-t-il de l'héritage du combat contre le nazisme, de la Résistance ? Quels enseignements en tirer ? L'historien Serge Wolikow, président de la Fondation pour la mémoire de la déportation, opère un aller-retour entre le passé et le présent afin de mieux cerner le point de bascule dans lequel se trouve le monde.

Que s'est-il passé le 8 mai 1945 ?

C'est la fin d'un conflit mondial commencé en fait en Chine dès 1937 qui se terminera en septembre 1945 avec la reddition du Japon. Le 8 mai, c'est la capitulation de l'Allemagne nazie. Cette défaite vient clore un épisode dramatique provoqué par l'agression allemande dès 1939 contre la Pologne. Le conflit s'est mondialisé et a gagné en intensité lorsque l'Allemagne hitlérienne a envahi l'URSS en juin 1941 et lorsque le Japon des militaires impérialistes a attaqué les États-Unis dans une opération menée par surprise. La guerre revêt dès lors une intensité sans précédent, mobilisant des millions de soldats et faisant des populations civiles un enjeu stratégique. Les puissances agressives qui de longue date ont tenté de coordonner leur action ont toutes des projets impériaux comportant la conquête de territoires, la disparition de nations indépendantes et la soumission des peuples. Il faut noter que la France, grâce à son implication dans les combats depuis les derniers mois

de 1944, est présente aux côtés des Soviétiques, des Américains et des Anglais pour recueillir la reddition des généraux allemands, à Reims puis à Berlin. Malheureusement, cette date est également celle des massacres qui ont eu lieu en Algérie, à Sétif, Guelma et Kherrata, au terme de manifestations nationalistes et d'une répression sanglante de l'armée française.

En quoi le monde change-t-il alors ? Quels sont les traits notables du nouvel ordre mondial ?

Il y a un nouveau rapport de force mondial au plan militaire mais aussi économique et social. L'avènement des Nations unies consacre la prééminence des États-Unis en particulier sur le plan économique du fait de leur nouvelle croissance pendant la guerre. Elle marque également l'émergence de l'URSS, notamment comme grande puissance militaire malgré les énormes destructions subies. Les pays européens sortent de la guerre très affaiblis tandis que leurs élites économiques et politiques sont largement discréditées. Leurs empires coloniaux, sources d'une partie de leur puissance, sont ébranlés à la fois par le déroulement de la guerre et la montée des aspirations nationales des peuples dominés.



SERGE WOLIKOW
Historien, président de la Fondation pour la mémoire de la déportation

On a parlé de la naissance d'un mouvement de libération des peuples. Comment s'est-il construit ?

Un des faits majeurs de cette guerre mondiale a été l'implication des civils qui ont été victimes des combats mais aussi des protagonistes de la Résistance. La place des peuples s'est manifestée de différentes manières. Dans les pays directement en guerre et soumis à l'agression des puissances fascistes, les résistances se sont

organisées sous différentes formes, en allant jusqu'à la lutte armée de partisans dans les territoires occupés, par exemple, en Yougoslavie ou en France. Parmi les peuples colonisés, l'aspiration à la libération nationale s'est d'autant plus développée qu'ils ont été massivement impliqués dans les combats après avoir été recrutés dans les armées alliées. Les nations et les peuples résistants ont établi des programmes en vue de leur libération et de l'après-guerre, à la faveur des alliances pour vaincre le nazisme.

« Le CNR a conquis dans la mémoire collective une place positive en dépit des attaques contre certains de ses principes. »

Quels sont les principaux faits marquants de la Libération en France ?

Au regard de ce qui s'est passé dans la plupart des pays européens, le plus notable est certainement la place prise par la Résistance dans la libération du pays. Des conquêtes comme le système de la





Signature
de l'acte de
capitulation
de l'Allemagne
nazie à Berlin,
le 8 mai 1945.

FINE ART IMAGES/HERITAGE
IMAGES/GETTY IMAGES

Sécurité sociale et celui des retraites par répartition, ou encore les statuts des agents d'entreprises nationalisées ou des secteurs publics, s'inscrivent dans les rapports sociaux. Ainsi le CNR a conquis dans la mémoire collective une place qui demeure positive en dépit des attaques contre certains de ses principes.

Cette date du 8 mai 1945 (le 9 pour le monde russe-soviétique) célébrée chaque année n'a pas forcément la même portée suivant les périodes et les régions du monde. Que traduisent ces fluctuations ?

Il faut évidemment distinguer l'Europe et le reste du monde, d'autant que le conflit a continué en Extrême-Orient avec le Japon, qui capitule le 2 septembre 1945 après l'entrée en guerre de l'URSS sur ce front et les bombardements atomiques américains sur Hiroshima et Nagasaki. Aux États-Unis, tournés vers la guerre du Pacifique, la commémoration n'occupe pas la même place qu'en Europe. Pendant la période de la guerre froide, cette date n'a pas été célébrée de façon unanime en raison de la division des Alliés. En URSS, la célébration du 9 mai comme journée nationale de commémoration n'a pas été prolongée par Staline au-delà de 1947. Il faut attendre 1965 pour que la journée soit à nouveau instituée et donne lieu à des défilés et manifestations. Après la fin de l'URSS, dans les années 1990, les manifestations perdent de leur importance et se réfèrent principalement à l'espoir de la paix. C'est à partir des années 2000 que la commémoration de la guerre patriotique

prend une ampleur renouvelée et devient le moment où la puissance militaire de la Russie et l'engagement de sa population sont célébrés. Rappelons que les commémorations de la révolution ont alors disparu et que l'emblème est désormais celui du ruban de Saint-Georges et des références religieuses omniprésentes ! En France même, la célébration du 8 mai a fait l'objet de nombreux débats de nature politique. Il a fallu attendre 1981 pour que la date soit durablement reconnue comme journée fériée après qu'en 1975 le président Giscard d'Estaing l'a supprimée.

Le 8 mai 1945 a été la victoire sur le nazisme. Pourquoi rappelez-vous en tant qu'historien et responsable d'une association de mémoire qu'il ne faut jamais oublier les mots de Brecht : « Le ventre est encore fécond d'où a surg la bête immonde » ?

La victoire sur le nazisme a signifié la défaite de l'idéologie qui le sous-tendait mais pas nécessairement de tout le système. Le processus de dénazification pour important qu'il ait été est resté incomplet. En Allemagne et ailleurs, notamment en Amérique du Nord et du Sud, non seulement les nazis ont trouvé refuge mais ils ont souvent été employés pour leur savoir-faire anticomuniste et leurs compétences technologiques dans les domaines de l'armement et du spatial. En Europe,

« La réorganisation des relations internationales a constitué une dimension essentielle du projet des Nations unies. »

la persistance de l'idéologie, même si elle était dissimulée dans des discours nationalistes, a été facilitée par la mansuétude dont nombre de ceux qui ont collaboré avec les nazis et ces derniers eux-mêmes ont fait l'objet malgré la tenue de grands procès au cours des années 1980 et 1990. La Fondation pour la mémoire de la déportation ne cesse de rester vigilante à l'égard des résurgences contemporaines favorisées par la méconnaissance des faits et leur omission volontaire. Le lien entre les idéologies qui fondent le racisme et refusent d'envisager l'ensemble des droits humains pour tous les peuples, même s'il se dissimule derrière différentes doctrines, est porteur du retour de la répression, de la persécution et de la guerre contre des peuples et des nations.

Quatre-vingts ans après, on parle de la menace d'une troisième guerre mondiale, de la fin du droit international. Comment en est-on arrivés là ?

La réorganisation des relations internationales a constitué une dimension essentielle du projet des Nations unies après leur victoire sur les puissances fascistes. Il s'agit notamment de construire une nouvelle diplomatie dans le cadre de l'ONU en tenant compte de l'expérience malheureuse de la Société des nations. Cela se traduit par les textes fondateurs du droit international, l'adoption d'une charte

internationale des droits humains et la mise en place d'organismes internationaux spécifiques dans le champ de la culture et de la santé (Unesco et OMS). C'est également l'adoption dans ces différents documents d'un droit international garantissant l'intégrité territoriale des nations et la pérennité des peuples et de leur culture par la dénonciation des crimes contre l'humanité et du génocide. C'est aussi l'instauration de relations économiques multilatérales avec l'objectif d'une baisse générale des droits de douane (accords du Gatt) avec comme objectif d'ouvrir une époque de libre-échange. En vérité, ces dispositions sont dominées par les États-Unis, qui affirment leur leadership monétaire et militaire. Pour autant, le processus de crise des empires coloniaux amorce un mouvement irrépressible de libération nationale qui modifie progressivement les équilibres internationaux avec l'existence de près de 200 États nationaux. La disparition de l'URSS en 1991 modifie le paysage international en renforçant l'hégémonie au moins temporairement des États-Unis, qui ont multiplié leurs interventions et continué à mettre à mal l'ordre international né de l'après-guerre. Au XXI^e siècle, les restes du colonialisme, les ambitions impériales n'ont pas disparu. La mondialisation financière et économique a fait naître de nouvelles contradictions et laissé émerger des pays dont le développement mine la puissance du système dit occidental.

Est-on à nouveau à la croisée des chemins ?
On a le sentiment d'être dans un mouvement de bascule inédit. En fait, depuis quatre-vingts ans, il y a eu plusieurs moments de changement. Dans les années 1950-1960, c'est la décomposition des empires coloniaux. À partir des années 1970-1980, c'est la crise de la société et de l'économie soviétique qui se confirme et se traduit en 1989 par la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS. Dès les années 1980 jusqu'aux années 2000, c'est le mouvement de mondialisation financière et de désindustrialisation de l'Europe occidentale et des États-Unis qui semble l'emporter et unifier le monde au nom du capitalisme triomphant. L'extension internationale de la démocratie politique au cours des années 1990 est stoppée dans de nombreux pays en proie aux tensions nées, notamment, des inégalités du développement. En même temps, c'est l'émergence de nouveaux pays. En cette troisième décennie du XXI^e siècle, la question de l'avenir de la démocratie est posée du fait des attaques diverses dont elle fait l'objet de la part d'élites qui fuient leurs responsabilités en favorisant le retour des conflits et des guerres et en légitimant l'autoritarisme. C'est une voie sans issue et dangereuse. Le défi posé est de revenir, dans les conditions d'aujourd'hui, aux principes qui ont fondé les alliances contre l'idéologie nazie et qui ont promu le projet d'une société démocratique et sociale. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE CHAILLAN





CAHIER SPÉCIAL 8 MAI 1945-2025

Ils portaient en eux tous les rêves du monde

Un immense espoir se levait avec la capitulation de l'Allemagne nazie. De la libération des camps de la mort à la création de l'ONU, en passant par Yalta ou l'ébranlement du système colonial, 1945 a jeté les bases d'un monde nouveau.

MERCREDI 7 MAI 2025 | N° 24188 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

SIDÉRURGIE

UNE VOLONTÉ D'ACIER

La rédaction de *L'Humanité* était à Dunkerque, ce mardi, avec les salariés en lutte d'ArcelorMittal. De la nationalisation de leur outil de production à l'avenir de la filière, leur témoignage et leur regard sur l'actualité nourrissent les pages de cette édition exceptionnelle. P. 2

LES SALARIÉS D'ARCELORMITTAL, RÉDACTEURS EN CHEF D'UN JOUR



ÉDITORIAL

PAR GAËTAN LECOCQ
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CGT ARCELORMITTAL
DUNKERQUE

Question de volonté politique

Il n'est plus temps de tergiverser : ArcelorMittal France (AMF) doit être nationalisé. Chaque jour qui passe nous rapproche de la catastrophe. Notre appareil de production d'acier est dans un état pitoyable, à bout de souffle, faute de stratégie industrielle de Mittal. Personne n'est pris par surprise : depuis des années, Mittal n'a pas fait les investissements nécessaires, et il entend désormais supprimer des emplois sur l'ensemble des sites d'AMF : Dunkerque, Mardyck, Desvres, Montataire, Basse-Indre, Florange, Mouzon, Saint-Denis. Mittal nous tire une balle dans le pied, dans le seul but de nous faire crever. Ce ne sont pas seulement les salariés qui le disent : le président d'AMF, Alain Le Grix de la Salle, confiait récemment son doute sur l'avenir à court terme devant les parlementaires.

Aucune industrie ne peut se passer d'acier.
Il doit être considéré comme un bien commun.

La viabilité d'AMF n'est pas en cause : nous rapportons de l'argent à Mittal, mais jamais assez à son goût. D'où sa volonté de se désengager du continent européen. La nationalisation permettrait de remettre en état nos installations. Le Royaume-Uni, l'Italie procèdent en ce moment à de telles nationalisations : pourquoi pas la France ? À la différence de Mittal, l'État n'est pas un banquier. Cela stabiliserait le marché de l'acier en France. Imaginez : si demain la France ne produit plus d'acier, elle sera dépendante de l'Inde ou du Brésil, au risque de perdre la maîtrise des prix et de déstabiliser toute l'industrie française.

C'est donc une question de souveraineté et d'intérêt national. Aucune industrie ne peut se passer d'acier en France. La transition énergétique et environnementale demande d'en produire davantage, pour fabriquer les rails dont on a besoin pour relancer le transport ferroviaire, par exemple. Comme l'électricité, l'acier doit être considéré comme un bien commun.

Pour des raisons idéologiques, les libéraux qui nous gouvernent ne veulent pas de nationalisation. Tout le monde aurait pourtant à y gagner : les salariés, dont les syndicats devraient entrer au conseil d'administration de l'entreprise, et l'État, dont chaque euro versé serait converti en part de capital. La décarbonation de notre industrie pourrait enfin être menée à bien. Il ne manque qu'une chose : la volonté politique. ■

« On gagnera, c'est le combat de notre vie »

SIDÉRURGIE Avant leur manifestation du 13 mai devant le siège d'ArcelorMittal, une trentaine de salariés des sites de Dunkerque et Mardyck sont les rédacteurs en chef d'un jour de cette édition de *l'Humanité*, réalisée depuis leur usine.

Mardyck (Nord), envoyés spéciaux.

Chez ArcelorMittal, il y a ceux qui encaissent et ceux qui banquent. Ce mardi 6 mai, alors que les actionnaires du géant de la sidérurgie tenaient leur assemblée générale annuelle au Luxembourg, où il fut question de leur verser plus que le 1,577 milliard d'euros en dividendes et rachat d'actions de l'an dernier, des salariés des sites de Dunkerque et Mardyck (Nord), privés d'augmentation cette année malgré des débrayages, avaient un tout autre engagement.

Quinze jours après l'annonce d'un plan de suppression de 636 postes, dont une moitié dans les usines du Dunkerquois, une trentaine de ces professionnels de l'acier avaient donné rendez-vous à la rédaction de *l'Humanité*, dans les locaux du comité d'entreprise, pour prendre les rênes d'une conférence de rédaction décentralisée. « *Dans l'histoire du journal, c'est la première fois que l'on fait ça* », se réjouit Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction, en installant le « chemin de fer » du journal en construction. Ludovic Finez, le correspondant de l'étape, est déjà sur place.

« MITTAL, C'EST LE ROI DU FLOU ET DU MENSONGE »

9 h 30 ont sonné depuis un bon quart d'heure, le rythme s'accélère. Attablés aux côtés des rédacteurs devant le « cortège » de l'édition du mercredi, les panneaux syndicaux rappelant leurs faits d'armes s'étalent sur les murs derrière eux, les « red chef » du jour en chasuble rouge n'ont pas joué longtemps les timides. Il faut bien se lancer quand il s'agit de sauver le vaisseau amiral de la sidérurgie française contre les sabordages de son propre capitaine d'industrie. Il est décidé d'un commun accord que la rubrique « Premier plan » du journal sera consacrée à leur lutte : les Arcelor se saisissent des débats sur les « angles » et la hiérarchie des articles pour dénoncer d'abord l'opaque gestion du groupe contrôlé par la famille Mittal. « *Selon que l'on soit au CSE Europe, France ou Mardyck, les chiffres sont toujours différents. Mittal, c'est le*

roi du flou et du mensonge. Tout est décidé au Luxembourg. Et quand on écoute les directeurs de site, leur phrase fétiche, c'est : « Je n'ai pas de marge de manœuvre » », assure Ludovic Putter, élu CGT au CSE de Mardyck.

Avec le temps, les représentants du personnel ont développé un sacré flair : celui de sentir le prochain mauvais coup porté aux activités du groupe. Les salariés ne se font pas prier pour cadrer le contenu des articles du jour, en brossant un historique de la situation et des responsabilités qui les mènent au bord du gouffre. Après les postes supprimés à Reims et Denain en 2024, les 636 emplois que la direction voudrait rayer en 2025 sur huit sites pour mieux délocaliser en Inde des fonctions support, leurs regards se tournent avec inquiétude vers les hauts fourneaux de Dunkerque. Les deux derniers encore fumant sur l'Hexagone.

Mittal a bien fait miroiter un projet à 1,8 milliard d'euros pour remplacer les vieux fourneaux polluants par des fours électriques. Malgré les 850 millions d'aides publiques promises, les fins limiers de la CGT ne croient plus aux engagements de « décarbonation » et sentent l'intention de la direction de fermer les coulées chaudes d'acier made in France (1 500 emplois concernés) pour privilégier l'importation massive de lingots d'Inde ou du Brésil, là où la multinationale investit vraiment.

« *ArcelorMittal roule dans la farine les services de l'État, ça fait trente ans qu'ils n'investissent rien* », tonne Gaëtan Lecocq, casque étiqueté CGT sur la tête, qui débarque tout rouge de son premier rendez-vous en « visio » avec le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci. « *Il n'y a plus qu'une solution : la nationalisation.* »

Certains pressentent qu'ils ne pourront peut-être pas mener le combat jusqu'au bout depuis leur poste de travail. Est-ce la colère ? Ou la tristesse ? Il y a sûrement des deux dans les yeux embués d'Aline. À 52 ans, dont vingt-trois dans l'entreprise, cette informaticienne a appris, voilà quinze jours, que son nom était « *surlaliste des emplois supprimés* ». Il y a d'abord eu le « déni » : « *Il fallait que je m'occupe des autres. Puis j'ai posé une journée et, dans le huis clos familial, j'ai compris que j'étais vraiment concernée...* »



REPORTAGE

Ensuite, le vertige. Comment faire avec la perte de salaire ? Comment faire pour la petite dernière en fin d'études qui prévoyait de filer au Portugal à la rentrée ? « Je me pose des questions auxquelles je n'avais jamais pensé. J'ai toujours travaillé. Il me reste plus de douze ans avant la retraite. Je n'imagine pas une période forcée sans activité », lâche la syndicaliste CGT, dont le père a aussi trimé chez Arcelor.

Ces questions que les journalistes notent à la volée dans la salle de rédaction improvisée, ils sont 636 en France à se les poser aujourd'hui. Mais l'inquiétude va bien au-delà des premiers concernés. Entre café et coup d'œil à l'horloge qui dicte le tempo du journal à écrire – il y a encore les autres sujets à passer en revue : la visite de Xi Jinping en Russie, les protestations contre Tesla, la hausse des expulsions locatives, et la place est comptée –, Richard, opérateur de ligne sur le site de Mardyck, raconte qu'il en est à son troisième plan de licenciements en vingt ans, d'abord dans une filiale d'Alcatel, puis chez Tioxide et enfin chez Arcelor. « Mon emploi n'est pas menacé... aujourd'hui », tempère ce père de quatre enfants.

Tous craignent les promesses politiques sans lendemain, comme en 2013 sous François Hollande. Regards entendus dans la salle, les plus anciens à l'*Humanité* se rappelant la campagne présidentielle de 2012 et les meetings à Florange perchés sur le toit des camionnettes. « Mittal refait exactement la même chose », lance, dépité, Philippe, qui

fait la moue dès lorsqu'on évoque François Bayrou en conférence de rédaction. L'incurie des pouvoirs publics couplée à la pression de l'Europe font dire à Mathieu, fondeur de 40 ans, qu'il est « résigné ». Il pense même que « tout va disparaître ». « La direction continue de dire que tout va bien mais un jour, ce sera le coup de massue, s'inquiète-t-il. Je vois bien qu'on nous y prépare, entre le manque d'investissements, la dégradation du matériel et la baisse des commandes. »

« MÊME LA SOUFFRANCE, ILS L'ONT EXTERNALISÉ »

La vétusté des infrastructures d'ArcelorMittal est devenue pour tous une vilaine camarade de travail. « Arcelor, c'est une cocotte-minute au milieu de l'agglomération de Dunkerque », qui compte 28 sites Seveso, alerte Ludovic. Après un vote à main levée pour départager les sujets des pages société et monde, l'écoute se tend et la discussion bifurque lorsque les salariés évoquent leurs conditions de travail, sans cesse dégradées, jusqu'à en devenir dangereuses. Philippe Lux travaille depuis trente ans sur le site de Mardyck. Il a tenu tous les postes de sa chaîne de production. Lorsque l'équipe de *l'Humanité* est entrée, il a raconté, à la cantonade, l'abaissement des effectifs, divisés par trois, depuis ses débuts. « On nous serine que l'automatisation permet de baisser les effectifs. Mais les robots ne remplacent pas des hommes, surtout quand les machines tombent en panne. » Le syndicaliste

liste les risques, comme les fuites de gaz sur les fours, qui peuvent provoquer des asphyxies. Il dégaine aussi son téléphone portable, avec la photo d'une fuite sur une cuve de zinc : « Elles peuvent provoquer des brûlures très graves. »

Ce que confirme Christophe Delhelle, technicien d'exploitation à Dunkerque. Il évoque les alarmes des fours, qui se mettent si souvent en marche que plus personne n'y prête attention, alors qu'elles signalent la présence de gaz. « Avant, on jouait beaucoup sur la prévention, on démontait les conduites avant qu'elles ne s'enrassent. Aujourd'hui, la maintenance est complètement mise de côté. »

Il évoque aussi le management toxique, les cadences imposées, le mépris hiérarchique. « J'en suis à mon troisième accident de santé grave, en deux ans, reconnaît la Sécurité sociale comme lié au stress du travail », confie-t-il, dépité. Aline tacle Stimulus, l'outil de soutien psychologique mis en place par la direction. « Même la souffrance, ils l'ont externalisée », s'emporte-t-elle, amère.

Au moment de quitter les lieux, David le photographe prend un cliché du groupe avec drapeaux rouges de la CGT et *Huma* du jour. Gaëtan Lecocq, le responsable syndical, le dit haut et fort, sous les applaudissements : « Arcelor, c'est le combat de notre vie. Ça va être une lutte très longue, qui va durer des mois, des années. On va réussir, j'en suis totalement convaincu. » Rendez-vous est pris en septembre, à la Fête de l'*Humanité*. ■

CAROLINE CONSTANT, STÉPHANE GUÉRARD ET EMILIO MESLET
REPORTAGE PHOTOS : DAVID PAUWELS POUR L'HUMANITÉ



Aux côtés des journalistes de *l'Humanité*, des salariés ont pris les rênes de la conférence de rédaction et décidé des sujets à traiter dans cette édition spéciale.

La France produira-t-elle bientôt de l'acier vert ?

Les reculs d'ArcelorMittal attestent la mauvaise volonté du groupe à décarboner la filière sidérurgique. Pourtant, des solutions, plus coûteuses, existent pour verdier cette industrie très polluante.

Envoyée spéciale.

Entre les cheminées des deux hauts-fourneaux de l'aciérie ArcelorMittal de Dunkerque, la scène prenait des allures de promesse pour l'avenir. Le 15 janvier 2024, l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'était rendu sur le site pour signer un contrat d'aide de l'État avec la promesse de 850 millions d'euros d'argent public pour verdier la production d'acier dans l'usine du Nord. Plus d'un an après, l'ambition de décarboner les hauts-fourneaux semble plus que jamais au point mort. Le projet de remplacer l'un des deux gigantesques chaudrons par un four à arc électrique, moins gourmand en carbone, semble avoir été gelé et le géant de l'acier a même annoncé supprimer plus de 600 postes sur plusieurs sites en France. Un pas dans la mauvaise direction que le groupe met sur le compte d'un « contexte de crise et d'incertitude réglementaire en Europe », et que les employés dénoncent vivement. « La société n'investit pas pour décarboner, mais nous dit que c'est de la faute des salariés si on ne parvient pas aux objectifs climatiques », déplore Aline, déléguée syndicale à l'aciérie de Dunkerque.

Si ArcelorMittal, deuxième producteur d'acier mondial, tergiverse, il est pourtant urgent de décarboner la production du métal, présent en quantité dans les produits du quotidien, de la voiture à la machine à laver en passant par les fondations des bâtiments. « Si on y inclut l'extraction du minerai, l'industrie sidérurgique représente jusqu'à 3,7 gigatonnes de CO₂ fossile par an, soit environ 10 % des émissions mondiales de CO₂ fossile », détaillait en janvier dernier une note d'analyse de France Stratégie. Avec ses deux sites de Dunkerque et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), ArcelorMittal contribue pour 16 % aux émissions industrielles françaises, et même pour 2,8 % des émissions nationales de gaz à effet de serre, tous secteurs confondus, explique un rapport de l'ONG Réseau action climat publié en juillet 2024. Les institutions internationales ont bien saisi l'enjeu de la décarbonation

énergétique de l'industrie sidérurgique pour réduire de façon durable les émissions. L'Agence internationale de l'énergie, dès 2021, publiait ses recommandations : l'industrie de l'acier devrait réduire ses émissions de 25 % d'ici à 2030 et de 92 % d'ici à 2050. Fin mars, la Commission européenne a également présenté un plan pour soutenir et décarboner l'acier européen, alliant assouplissement des aides d'État et soutien aux contrats d'électricité à long terme entre les industriels et les fournisseurs.

Mais comment faire pour transformer l'acier, très émetteur, en acier vert ? Aujourd'hui, la méthode traditionnelle de production consiste à faire fondre dans les hauts-fourneaux le minerai de fer et du coke – du charbon métallurgique – pour obtenir le métal en fusion.

Une première solution pourrait consister à augmenter les capacités de recyclage de la filière, en refondant les ferrailles issues d'objets métalliques en fin de vie. L'acier à recycler peut dans ce cas être refondu dans les fameux fours à arc électrique, qui ne consomment pas de charbon.

« Si on y inclut l'extraction du minerai, l'industrie sidérurgique représente environ 10 % des émissions mondiales de CO₂ fossile ».

FRANCE STRATÉGIE

Si cette solution est prometteuse pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, elle reste imparfaite, relève la note d'analyse de France Stratégie, en particulier parce que la quantité de ferrailles disponible ne permet pas de couvrir les besoins de production d'acier. « Il s'avère presque impossible de dessiner des scénarios "circularisant" totalement l'acier dès les prochaines décennies, même à la seule échelle de l'Europe », estiment les auteurs du document. Et d'ajouter : « La décarbonation de la production d'acier primaire est donc incontournable. » Ce qu'il faut comprendre par là, c'est que, même en

utilisant du minerai de fer, les groupes sidérurgiques vont devoir apprendre à se passer du charbon. Un chantier délicat, mais des alternatives existent déjà.

Il est en effet possible de recourir à des fours électriques – et non des hauts-fourneaux – pour produire de l'acier à partir de minerai de fer, à condition que celui-ci ait été prétréduit en amont. Ce procédé chimique peut utiliser différentes sources d'énergie : du charbon, certes, mais aussi du gaz naturel, de l'électricité ou de l'hydrogène. C'est la technique vers laquelle

s'est tournée l'entreprise Gravithy. Cette dernière a levé le mois dernier 60 millions d'euros pour planter à Fos-sur-Mer un site de réduction du minerai de fer grâce à de l'hydrogène vert, produit notamment avec de l'énergie nucléaire. Le fer obtenu pourrait ensuite être fondu dans des fours électriques.

LES GÉANTS DU SECTEUR FREINENT DES QUATRE FERS

Les investissements nécessaires pour convertir le système productif de l'acier font toutefois freiner des quatre fers les géants du secteur. « Les coûts supplémentaires peuvent représenter 100 à 200 euros par tonne de CO₂ évitée », explique France Stratégie. « Les fours électriques sont fort demandeurs en énergie, dont le prix a beaucoup augmenté ces dernières années. Parfois, l'hiver, en pleine période de grand froid, on nous demandait même d'arrêter la



L'aciérie ArcelorMittal à Dunkerque (Nord). CLÉMENT MARTIN/HANS LUCAS

production pour que les foyers puissent se chauffer», se souvient Christophe Delhelle, salarié d'ArcelorMittal qui a commencé sa carrière auprès d'un four électrique. « Cette alternative a des avantages, mais aussi des inconvénients. »

Les surcoûts expliquent-ils les réticences d'ArcelorMittal à agir dans le sens de la décarbonation ? Selon un rapport publié ce mardi 6 mai par l'ONG SteelWatch, le sidérurgiste se situe à rebours des objectifs climatiques. « Les investissements de l'entreprise continuent d'être dirigés en priorité vers des modes de production de l'acier dépendant du charbon », note ainsi la directrice de l'ONG, Caroline Ashley. Selon les données du rapport, le groupe a investi uniquement 800 millions de dollars au niveau mondial pour décarboner sa production entre 2021 et 2024, soit seulement 2,5 % de ses bénéfices. Sur la même période au contraire, ses actionnaires ont perçu 12 milliards de dollars.

Les salariés du groupe craignent qu'au lieu de tenir ses engagements concernant l'acier vert l'entreprise n'opte pour une nouvelle technique d'économie : importer d'Inde ou du Brésil des brames, ces lingots de métal prêts à être laminés en bobine. « Si on importe ces brames, produits ailleurs et transportés jusqu'ici, il n'est pas dit que notre impact carbone diminue », tranche Laurent-Pierre Thueur, employé sur le site dunkerquois. ■

MARIE TOULGOAT



Derrière les hauts-fourneaux, tout un écosystème en sursis

Port, gare de triage, sous-traitants, production d'électricité, réseau urbain de chaleur... Les menaces sur l'avenir nordiste d'ArcelorMittal vont bien au-delà des salariés du groupe sidérurgique.

Correspondance particulière.

Avec 3 200 emplois en CDI à Dunkerque et 630 à Mardyck, auxquels s'ajoutent des centaines d'intérimaires et de sous-traitants à demeure, ArcelorMittal est de loin le premier employeur dans cette agglomération de 190 000 habitants. Serge Ballat, secrétaire du syndicat CGT métallurgie de Dunkerque, lui-même électricien dans une entreprise qui travaille pour ArcelorMittal, estime que le nombre de salariés de sous-traitants plus ou moins réguliers des deux sites est de 3 000 à 5 000. Ces entreprises sont pour un bon nombre basées dans le Dunkerquois ou les Hauts-de-France, mais certaines viennent de bien plus loin. Selon lui, « ArcelorMittal a été obligé d'élargir son panel », car beaucoup sont échaudés par des délais de paiement qui atteignent cent vingt à cent soixante jours, là où « un contrat normal est à quarante-cinq ou soixante jours, exceptionnellement quatre-vingt-dix ». ■

La chaux et la castine qui alimentent les deux hauts-fourneaux dunkerquois proviennent du département voisin du Pas-de-Calais, où le groupe Carrières du Boulonnais (600 salariés) exploite une de ses sept carrières françaises. Cette matière première arrive à l'usine par train, via le triage de Grande-Synthe. S'y ajoutent les expéditions d'acier qui transitent par cette même gare, « ArcelorMittal représente 80 % de notre activité », évalue Olivier Lefebvre, de la CGT cheminots, un des 120 agents qui travaillent encore au triage. Et si de plus petits clients locaux trouvent une place dans des « trains multiliots », c'est parce que la rentabilité de ces derniers est assurée par la quantité importante de marchandises confiées par le sidérurgiste. « Cela permet aux petits chargeurs de bénéficier aussi du transport ferroviaire », résume Olivier Lefebvre.

Autre équipement logistique local fortement sollicité par les hauts-fourneaux et les lignes de laminage : le port de Dunkerque, qui compte 377 agents, mais « 30 600 emplois directs, indirects et induits », selon son bilan d'activité de 2023. Et quand ArcelorMittal s'enrhume, le port tousse. Ainsi, en 2023, un des deux hauts-fourneaux dunkerquois a été mis à l'arrêt pendant de longues semaines, après une explosion intervenue fin mars.



Le grand bassin maritime de Dunkerque. PIERRE GLEIZES/RE

Résultat : le port a enregistré sur cette même année une baisse de 25 % de ses trafics de minerais. Soit environ 2 millions de tonnes perdues, sur une activité globale, tous trafics confondus, de 44 millions de tonnes.

Beaucoup de gros clients de la région dépendent des livraisons du sidérurgiste. Parmi eux, l'usine Toyota, qui compte plus de 5 000 emplois dans le Valenciennois, dont 3 800 CDI. « C'est un client qu'on chouchoute, très exigeant sur la qualité », explique Ludovic Putter, de la CGT ArcelorMittal Mardyck. « Nous lui livrons un produit que tout le monde ne peut pas produire, de la tôle enduite de zinc, avec un grammage, une épaisseur et une rugosité exacts. » ■

LA CHALEUR DE L'ACIER PRODUIT ALIMENTE UN RÉSEAU DE CHAUFFAGE

D'autres utilisent des sous-produits de l'activité des sites de Dunkerque et de Mardyck. La centrale DK6 (groupe Engie) produit ainsi de l'électricité à partir de la combustion des gaz produits par les deux hauts-fourneaux. Soit deux fois 400 mégawatts, « l'équivalent d'une petite tranche nucléaire », confie Stéphane Avonture, délégué CGT sur ce site qui emploie 75 salariés. « C'est une ingénierie unique au monde, créée sur mesure. Si ArcelorMittal ne nous fournit plus de gaz, nous n'avons plus de raison d'être et pas de possibilité de conversion », insiste-t-il. Quant à la chaleur de l'acier produit,

Le nombre de salariés de sous-traitants plus ou moins réguliers des deux sites du Dunkerquois est de 3 000 à 5 000.

elle est utilisée pour alimenter un réseau urbain de chauffage. Jusqu'à 2019 y étaient reliés 6 000 logements collectifs à Dunkerque, mais également des piscines, des collèges et lycées, le siège de la communauté urbaine de Dunkerque (CUD)... En 2020, il a été étendu pour desservir progressivement d'autres villes de l'agglomération, à commencer par la polyclinique, des immeubles et des bâtiments municipaux de Grande-Synthe.

Autre enjeu pour la CUD : le réseau de transports en commun DK'Bus, qui représente déjà « une subvention de 16 à 17 millions d'euros pour financer la gratuité des bus et le développement de l'offre », souligne Delphine Castelli, adjointe PCF à la mairie de Dunkerque et conseillère à la CUD. De son côté, Gaëtan Lecocq, de la CGT ArcelorMittal Dunkerque, évalue à 3 millions d'euros la somme annuelle versée par son employeur à DK'Bus. De quoi sérieusement compliquer l'équation si cette source de financement devait disparaître un jour. ■

LUDOVIC FINEZ

«Le ventre est encore fécond
d'où a surgi la bête immonde.»

Bertolt Brecht

L'HOMME DU JOUR



Mosab Abu Toha

Le poète et universitaire palestinien Mosab Abu Toha, né en 1992 dans un camp de réfugiés à Gaza, a reçu le prix Pulitzer du commentaire politique pour des articles publiés dans le *New Yorker* «sur le carnage physique et émotionnel à Gaza». Il y associe «reportage de fond et mémoire intime», témoignant de «l'expérience des Palestiniens» sous les bombardements. Il vit aux États-Unis, après avoir été blessé, arrêté, torturé par l'armée israélienne, forcé à l'exil en décembre 2023. Il a fondé à Gaza, en 2019, la bibliothèque Edward-Said, première bibliothèque anglophone de l'enclave, aujourd'hui en ruine. En novembre 2024 est paru en France son recueil de poésie-reportage, *Ce que vous trouverez caché dans mon oreille* (Julliard). Il nous confiait: «J'ai commencé à écrire et à documenter alors même que je fuyais les bombes.» ■

MURIEL STEINMETZ



Frontières, des confins pas fins

Face à la désinformation médiatique, la Ligue des droits de l'homme (LDH), Utopia 56 et le Mrap ripostent. Ces trois associations ont déposé plainte pour diffamation à l'encontre de *Frontières*. En janvier, un hors-série du magazine d'extrême droite accusait les associations de faire de l'immigration et des personnes exilées un fonds de commerce. Le but? «Faire naître chez leur audience le sentiment d'une invasion migratoire, qui ne repose sur aucune donnée objective, et de diffuser de manière pernicieuse un discours raciste et xénophobe», s'indigne la LDH dans un communiqué publié le 5 mai. Utopia 56 vient de déposer trois autres plaintes: contre *Frontières*, mais aussi Europe 1 et Valeurs actuelles, qui ont «tenté de jeter le discrédit en lui imputant faussement l'ouverture de squats dans la ville de Toulouse et de travailler à maintenir les habitants qui s'y trouvent».

L'œil de Gros

GAZA : L'ARMÉE ISRAÉLIENNE VA «INTENSIFIER» SON OFFENSIVE.



LA BONNE NOUVELLE À Biarritz, la rue de la Négresse enfin débaptisée

C'était une obligation légale: le conseil municipal biarrot a enfin statué, le 5 mai, sur le fait de renommer la rue de la Négresse. Le tribunal administratif d'appel de Bordeaux avait donné à la ville de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) jusqu'au 6 mai. C'est contrainte et forcée que la municipalité conduite par Maider Arosteguy (LR) a voté pour abroger deux anciennes délibérations, actant ainsi la décision de justice. Et même si la mairie a déposé une requête devant le Conseil d'Etat pour la faire annuler, «c'est une victoire

totale sur le fond», s'est félicité sur France Inter Karfa Diallo, le directeur de l'association Mémoires et partages, à l'origine de la procédure de contestation de cette appellation. Le 6 février, les magistrats bordelais l'avaient jugée «raciste et sexiste» et «de nature à porter atteinte à la dignité de la personne humaine». L'association requérante obtient satisfaction. Le nouveau nom choisi, «rue de l'Allégresse», marque cependant les fortes réticences persistantes. ■

PIERRE CHAILLAN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Droit international Dans son dernier rapport, l'observatoire des sanctions du Centre de recherche économique et politique de Washington revient sur les premières conséquences des nouvelles stratégies d'ingérence mises en place par l'administration Trump visant à porter l'estocade aux gouvernements vénézuéliens et cubains.

Vidéo Mouvements féministes, cérémonies des JO de Paris, progrès sociaux, pop culture, backlash... Dans la dernière édition de *Ça ira!*, l'émission mensuelle sur Twitch de l'*Humanité*, Patrick Boucheron, historien médiéviste et professeur au Collège de France, pose son regard sur notre époque dans un passionnant entretien mené par Benjamin Patinaud, alias «Bolchegeek», et Mejdaline Mhiri.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Dieu et un roi

«La question, un rien provocatrice, mérite (et pourquoi pas?) d'être posée.» *Le Journal du dimanche*, quand il ne parle pas de l'immigration, de l'islam, de l'insécurité, des crimes que sont l'IVG et le droit de choisir sa mort, n'hésite pas avec un article de fond: «Pourquoi le prochain président ne serait pas un roi?», titre d'un livre qualifié de «passionnant», où débattent un journaliste et un écrivain qui, à l'évidence, ont du temps pour cela. Pure coïncidence, au-dessus de cet article, la chroniqueuse Sonia Mabrouk écrit, elle, que «la laïcité ne suffit pas. Les Français ont besoin de quelqu'un qui les écoute et leur parle de ce qui les relie». Dans le *Figaro magazine*, son directeur, Guillaume Roquette, a une solution: «Le moyen de mettre fin au dévoiement de la laïcité serait de reconnaître une fois pour toutes que le christianisme, contrairement aux autres religions, est constitutif de l'identité française et devrait de ce fait bénéficier d'un traitement spécifique dans l'espace public.» Doucement, sur le vin de messe. ■

COUP DE PROJECTEUR

Tir groupé contre la loi Duplomb

La mobilisation citoyenne contre la loi Duplomb s'intensifie, avec la publication, le 5 mai, d'une lettre ouverte signée par plus de 1000 médecins et scientifiques. Il s'agit d'exercer une pression sur les commissions de l'Assemblée nationale, où le texte est en cours d'examen. Les signataires dénoncent des effets néfastes sur la santé, mais aussi sur l'expertise scientifique, entraînant un affaiblissement du contrôle de l'Anses. Rappelons que ce texte légitif proposé par le sénateur LR de Haute-Loire, Laurent Duplomb, vise à «lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur». Déjà adopté en première lecture au Sénat en janvier 2025, il réautoriserait notamment l'utilisation des néonicotinoïdes, pesticides dont l'usage est interdit depuis 2018, en raison de leurs effets destructeurs sur les insectes pollinisateurs.



Manifestation pour le droit au logement, le 29 mars, à Paris. VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS/AFP

Plus de 24 000 ménages ont été expulsés en 2024, un chiffre record

PRÉCARITÉ Le nombre d'évacuations locatives forcées a augmenté de 29 %. Cette hausse vertigineuse, boostée par la loi Kasbarian-Bergé de 2023, inquiète les associations, qui pointent du doigt les conséquences sociales dramatiques engendrées par la chasse aux « squatteurs ».

Le nombre de ménages qui ont été expulsés en 2024 atteint 24 556, a annoncé le ministère du Logement, lundi 5 mai. Il s'agit d'un nombre inédit, en progression de 29 % par rapport au précédent record, établi en 2023 avec 19 023 expulsions. Une augmentation qui atteint 51,5 % par rapport à l'année 2019. Ces chiffres s'expliquent par un énième renforcement législatif contre les « squatteurs », alertent les associations. « La loi dite Kasbarian-Bergé adoptée en 2023 a fortement durci les procédures, réduit drastiquement les possibilités de maintien dans le logement et s'est accompagnée d'instructions auprès des préfets pour expulser de manière plus systématique. Cela au

moment même où l'inflation précarise davantage les ménages et où la hausse des prix de l'énergie occasionne une augmentation inédite des impayés d'énergie et un record de coupures d'électricité (1,2 million en 2024) », déplore Christophe Robert, délégué général de la Fondation pour le logement des défavorisés.

DES SOUFFRANCES PHYSIQUES OU PSYCHOLOGIQUES

Cette nouvelle loi « antisquat » a également alourdi les peines encourues pour les personnes occupant des logements de « façon illicite », et condamne jusqu'à deux ans de prison et 30 000 euros d'amende les personnes et familles qui, faute d'hébergement d'urgence, se mettent à l'abri dans des logements inhabités. Ces mesures ont, sans surprise, des conséquences dramatiques pour les populations expulsées. « Perdre son toit, c'est perdre son chez-soi, la première des protections, rappelle Christophe Robert. Cette perte de repères génère des conséquences graves et durables dans les sphères professionnelle, familiale, sociale et scolaire, mais aussi sur la santé physique et mentale des personnes qui vivent cette épreuve. » D'après une étude menée en 2022 sur le devenir des ménages expulsés, près de 71 % des personnes concernées souffrent de problèmes physiques ou psychologiques, tandis que 80 % des enfants sont affectés. Pire, seules 68 % des personnes parviennent à retrouver un logement stable, après onze mois d'attente en moyenne, alors que plus d'un tiers sont encore en errance, même un à trois ans après l'expulsion. La Fondation pour le logement des défavorisés appelle le gouvernement à réorienter la politique actuelle « en faisant de l'expulsion une exception, et non la règle » et exhorte les pouvoirs publics à « mettre en place une politique du logement solidaire ». Un voeu pieux alors que la ministre du Logement, Valérie Létard, a annoncé, ce même lundi 5 mai, relancer l'Observatoire national des impayés de loyer et de charges locatives, qui était en veille depuis presque deux ans. ■

BÉRÉNICE PAUL

RÉDACTEUR EN CHEF D'UN JOUR

La crise du logement fait le jeu des marchands de sommeil



ARNAUD BEUCHERIE

Union locale

CGT de
Dunkerque

Dunkerque connaît de grosses difficultés de logements. Il n'y en a pas assez. Beaucoup ont été construits dans l'après-guerre, mais ils sont devenus trop vétustes et sont détruits au fur et à mesure. Le parc social est certes important, mais insuffisant au regard des besoins. La file d'attente pour obtenir un HLM est longue comme un jour sans pain. Des logements sont construits, je pense aux programmes immobiliers réalisés sur l'ancien port, mais en accession à la propriété. Qui peut y accéder ? Ils sont hors de prix pour bon nombre de personnes. Cette crise du logement entraîne de nombreuses dérives et fait le jeu des marchands de sommeil. ■

Dunkerque connaît de grosses difficultés de logements. Il n'y en a pas assez. Beaucoup ont été construits dans l'après-guerre, mais ils sont devenus trop vétustes et sont détruits au fur et à mesure. Le parc social est certes important, mais insuffisant au regard des besoins. La file d'attente pour obtenir un HLM est longue comme un jour sans pain. Des logements sont construits, je pense aux programmes immobiliers réalisés sur l'ancien port, mais en accession à la propriété. Qui peut y accéder ? Ils sont hors de prix pour bon nombre de personnes. Cette crise du logement entraîne de nombreuses dérives et fait le jeu des marchands de sommeil. ■

Les Argentins défient Tesla

ÉNERGIE Des activistes se sont mobilisés mardi à Paris contre la firme d'Elon Musk, responsable selon eux de violation des droits humains dans l'exploitation du lithium en Argentine.

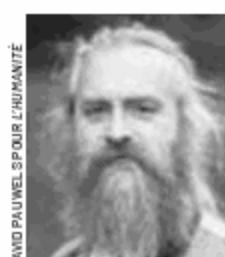
A u beau milieu des fumigènes verts et rouges, des mains ensanglantées symbolisent les crimes perpétrés en Argentine. Une vingtaine d'activistes écologistes se sont rassemblés mardi après-midi devant une boutique de la firme Tesla du multimilliardaire Elon Musk, à Paris, pour dénoncer l'exploitation du lithium sur les terres autochtones du pays. Aux côtés des militants d'Extinction Rebellion et des Soulèvements de la Terre, Veronica Chavez, de la province de Jujuy (Argentine), et Ñushpi Quilla, représentante des Quechua-Kolla.

« Il est temps de mettre fin à l'extractivisme colonial, synonyme de dépossession culturelle, de criminalisation de nos communautés et de violations des droits humains », scandé Veronica au pied de la vitrine de l'enseigne de voitures électriques. Ces bolides ne rouleraient pas sans batteries au lithium. Ce métal qui, pour être extrait sous forme liquide, nécessite beaucoup d'eau. « L'eau des fleuves est contaminée, les maladies se propagent », poursuit Veronica. « Nous sommes présents en Europe pour vous avertir : la transition énergétique ne tient pas compte des intérêts de nos communautés, et nous ne voulons pas être sacrifiés en son nom », alerte sa camarade Ñushpi. Seule boussole : le respect du consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones. ■

ANTOINE PORTOLES

RÉDACTEUR EN CHEF D'UN JOUR

On en arrive à avoir des voitures trop chères



LAURENT-

PIERRE

THUEUR

Technicien
de laboratoire
Arcelor Mittal

Tesla est la partie émergée de l'iceberg. Son propriétaire, Elon Musk, comme Donald Trump, voit la question du changement climatique comme une opportunité et non comme un enjeu pour la survie de l'humanité. Les choix industriels participent à ce phénomène, sous couvert de décarbonation. On en arrive à avoir des voitures trop chères pour une population dont le salaire permet juste de payer les traitements. « Il faut bien qu'on gagne de l'argent », nous a répondu la direction en CSE. Résultats, les ventes de voitures sont au point d'arrêt, ce qui fragilise la sidérurgie. Les actions d'Extinction Rebellion et des Soulèvements de la Terre dérangent, mais elles montrent la réalité des choses. ■



Les deux dirigeants lors du sommet des Brics, le 22 octobre 2024, à Kazan (Russie). ALEXANDER ZEMLIANICHENKO/AFP

Nul doute que la Maison-Blanche aura un œil sur la place Rouge. Après avoir tordu le bras de nombreux États - alliés compris - en les menaçant d'augmenter les droits de douane, Donald Trump verra ce 9 mai Vladimir Poutine et Xi Jinping s'enlacer à l'occasion des 80 ans de la victoire soviétique contre l'Allemagne nazie. Le président russe reçoit son homologue chinois pendant quatre jours pour des « communications stratégiques », selon le ministère chinois des Affaires étrangères. Lors de cette visite, les deux dirigeants pourraient encore approfondir leur partenariat, déjà renforcé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la défiance américaine envers la Chine, désignée « principale menace » par l'administration Trump.

Le républicain essaie pourtant de s'inspirer de l'un de ses prédécesseurs, Richard Nixon, pour découpler Moscou de Pékin. Dans les années 1970, l'instigateur du Watergate avait profité de la détérioration des relations sino-soviétiques pour se rapprocher de Mao Zedong. Dans sa tentative d'être un « Nixon inversé », Donald Trump essaie au contraire de séduire la Russie, en lui donnant des gages, notamment sur le front ukrainien.

UNE RELATION MOUVEMENTÉE

Mais l'ours préfère suivre le dragon que l'aigle : si Vladimir Poutine dialogue avec le président états-unien, il sait que son mandat ne durera que quatre ans, au terme desquels le vent pourrait tourner. « La relation entre la Russie et la Chine durera aussi longtemps que vivront Vladimir Poutine et Xi Jinping »,

résume Emmanuel Lincot, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

Car, depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie doit compter sur ses partenaires indien et turc, mais encore plus largement sur son voisin chinois. Pour compenser la perte de ses exportations de pétrole et de gaz, parmi d'autres produits, vers l'Europe occidentale, Moscou ouvre depuis 2021 les vannes est-asiatiques. Les échanges entre les deux pays ont d'ailleurs atteint un record de 240 milliards de dollars en 2024, soit plus

DIPLOMATIE À l'occasion des célébrations du 9 mai 1945, à Moscou, Vladimir Poutine reçoit son homologue chinois, Xi Jinping. Les deux puissances tentent de résister à la guerre commerciale de Donald Trump.

Le yuan est devenue la devise la plus échangée par la Russie.

du double de l'année 2020 ! La Chine a massivement investi le marché russe, que ce soit dans le secteur de l'automobile ou dans celui de la téléphonie, et reste son indéboulonnable premier fournisseur. Sauf pour les armes, que Pékin s'interdit de livrer, privilégiant les « matériels à double usage » comme les drones ou les engins de chantier. La Russie utilise d'ailleurs le yuan, devenu la devise majoritaire à Moscou, et les banques du pays ont intégré le système de paiement chinois CIPS, après avoir été bannies de Swift, le système

RÉDACTEUR EN CHEF D'UN JOUR

La France et l'Europe doivent négocier avec la Chine et la Russie



CHRISTOPHE DELHELLE
Technicien d'exploitation four TTC ArcelorMittal

La visite de Xi Jinping en Russie démontre que les deux pays travaillent à un autre ordre mondial qui écarte l'Occident. Pékin et Moscou ont ciblé l'Afrique pour les matières premières. Ici, on voit arriver de l'acier d'Inde, du Brésil. Il y en a forcément de Chine. Ils vont faire comme pour les panneaux solaires en arrivant sur le marché européen avec des produits à moindre coût. Ils ralentiront la production afin de jouer sur les prix, comme Mittal le pratique sur l'acier. C'est regrettable que la France et l'Europe ne se mettent pas autour de la table avec ces deux puissances. Avec les droits de douane décrétés par Donald Trump, l'Inde, la Chine et d'autres vont mener une politique économique en conséquence. L'Europe, qui ne négocie rien, sera la grande perdante en se retrouvant à la remorque d'une guerre commerciale entre ces divers pays. Elle subira une concurrence accrue. Nous devons mener de vraies négociations avec ces pays et plus largement avec le Sud global sur les questions industrielles, commerciales, climatiques, mais aussi de diplomatie. Nous ne parlons pas assez de paix. Alors que les conflits se poursuivent en Ukraine ou à Gaza. ■

L'interdépendance de l'ours et du dragon

communication financière contrôlée par les États-unis et l'Europe.

Mais la dépendance ne va pas que dans un sens. Depuis la guerre douanière lancée par Donald Trump, Xi Jinping fait des pieds et des mains pour redéployer les canaux commerciaux chinois, indispensables à la croissance du pays d'un milliard et demi d'âmes. Entouré par des dirigeants - japonais, indiens, sud-coréens, taïwanais - favorables à Washington, le dirigeant chinois sait qu'il ne peut pas se permettre d'être isolé en Asie, comme l'était l'URSS avant sa chute. Il prend donc soin d'une relation sino-russe qui a longtemps été mouvementée. Moscou est enfin un allié diplomatique précieux que Pékin se doit de garder à ses côtés. Tous deux à la tête des États fondateurs des Brics, Xi Jinping et Vladimir Poutine souhaitent ardemment remettre en question l'ordre mondial et ses institutions, et émanciper les pays du Sud global de l'hégémonie américaine - Pékin se gardant bien d'évoquer une hégémonie chinoise. Cette alliance est donc, de fait, une menace pour l'aigle états-unien, qui reste à l'affût. ■

AXEL NODINOT



Dernier G7 avant la fin du monde

CINÉMA

Dans *Rumours*, les leaders des sept premières puissances mondiales s'égarent dans une forêt tandis que la civilisation s'effondre. Redoutable.

***Rumours, nuit blanche au sommet*, de Guy Maddin, Evan et Galen Johnson, Canada-Allemagne, 1h 58**

Comme dans la chambre d'un enfant un peu doux dingue, il a bazaré dans son film des zombies, un cerveau géant, des arbres tordus aux couleurs d'autre-monde, des enjeux internationaux, la fin du monde, Cate Blanchett et Denis Ménochet. Pourtant, à en croire Guy Maddin, prince canadien du surréalisme, biberonné aux œuvres de David

Lynch et Luis Bunuel, *Rumours* est sa réalisation la plus « conventionnelle ». Dont acte. À l'*Humanité*, on préfère saluer ce film coréalisé avec les frères Evan et Galen Johnson, qui s'avance comme la comédie noire la plus mordante et rafraîchissante sortie pour le moment en 2025.

C'est lacrime à Dankerode, Allemagne! Environnementale, économique, militaire, religieuse ? Nous n'en saurons pas plus, mais retenons que c'est la crise. Les dirigeants de sept grandes puissances – États-Unis, Canada, France, Royaume-Uni, Japon, Allemagne et Italie – sont réunis en format G7 pour tenter d'y apporter une réponse politique. Mais, tandis que le sommet s'enlise, le monde, lui, coule carrément alors qu'une étrange apocalypse s'annonce.

Dans *Rumours*, tout est décadence. À commencer par la première heure, qui s'articule autour d'une longue scène de dîner entre ces leaders autoproclamés du ■■■

monde libre, au cours duquel ils sont censés rédiger un communiqué commun. Ou, pour être exact, un «*projet de déclaration commune provisoire en vue d'un communiqué*». Commence alors le grand cirque du vide, le concours des lieux communs, des portes enfoncées et des mots sans risques et sans souffle. Un verbiage sans contenu pour une crise sans objet – la communication qui s'autonomise du politique. Les chefs à plumes apparaissent alors pour ce qu'ils sont : des grands bourgeois en pleine ripaille, honorés de mets luxueux par des petites mains qu'ils méprisent. Un petit club de bien-nés, au sein duquel on comprend vite que tout le monde a plus ou moins couché avec tout le monde (surtout avec le premier ministre du Canada).

D'ÉTRANGES MOMIES-ZOMBIES ÉMERGENT DE LA TERRE

Il faut toucher un mot du casting, qui voit l'humour pince-sans-rire du local de l'étape Roy Dupuis percuter la puissance comique inattendue de la superstar australienne Cate Blanchett (ici, en ersatz de la chancelière Angela Merkel) et l'arrogance «*so french*» de Denis Ménochet, à l'évidence plus inspiré de François Hollande que d'Emmanuel Macron. Le président américain, vieux croulant en proie à des siestes intempestives, campé par Charles Dance, rappelle Joe Biden avant que son accent british (que le film se gardera bien d'expliquer) ne vienne nous désarçonner. Sans oublier Alicia Vikander, alias Celestine Sproul, présidente de la Commission européenne, qui parle uniquement en charabia – idée géniale : Union européenne oblige, personne n'y comprend rien.

C'est dans sa deuxième partie que le film entre dans la quatrième dimension, quitte à perdre en route une

partie du public. La fin du monde rattrape nos protagonistes, alors que d'étranges momies-zombies émergent de la terre et que le ciel devient rouge sang. C'est l'apocalypse et *Rumours* bascule dans la comédie surviviste absurde et grand-guinguolesque. On n'est pas surpris, de retrouver à la production Ari Aster, sensation du cinéma d'horreur

indépendant new-yorkais (*Héritage*, *Midsommar*, en attendant *Eddington*, bientôt en compétition à Cannes), passé maître dans l'art de jongler entre la terreur et le malaise, le cauchemar et le grotesque.

MALGRÉ LES OUTRANCES DE NOTRE ÉPOQUE, LA SATIRE N'EST PAS ENCORE BATTUE

Guy Maddin lâche alors la bride de l'imaginaire, et avec lui sa narration. À ce stade, on ne saurait trop dire si c'est de l'art ou du cochon. Aveu d'échec d'une fable politique inachevée ? Ou grand geste punk (fichu pour fichu, les capitaines du monde étant de risibles crétins, autant laisser le navire dériver, et le film avec) ? Nous laisserons le soin aux spectateurs et spectatrices de trancher, mais cet entre-deux participe assurément de la poésie foutraque de l'ensemble.

Rumours a, en dernière instance, cette vertu de rappeler que la satire n'est pas encore battue, malgré les outrances d'une ère où règnent Donald Trump et autres Javier Milei. On lit ici et là que le Gorafi est dorénavant dépassé par la réalité ou que les créateurs du feuilleton *South Park* courent au-devant d'une crise d'inspiration. Au contraire, en abordant à la fois les thèmes de la démonétisation du politique, de l'effondrement et de l'impuissance organisée, cet étrange objet venu du Canada est pile à l'heure de son époque. ■

CYPRIEN CADDEO

Au plus près des jeunes révolutionnaires soudanais

CINÉMA Hind Meddeb compose un récit original et humain au milieu des manifestants à Khartoum. De la poésie-documentaire où des citoyens ordinaires ont la parole.

**Soudan, souviens-toi,
de Hind Meddeb,
France-Tunisie-Qatar, 1h 16**

Le Soudan a commencé à envahir la vie de notre consœur Hind Meddeb avec son film précédent, *Paris-Stalingrad*. La réalisatrice filmait alors les camps d'exilés autour de la place Stalingrad dans la capitale française et a suivi l'un d'entre eux, Souleymane, 18 ans, réfugié du Darfour. C'était en 2018. Quelques mois plus tard, en avril 2019, le dictateur islamiste Omar Al Bachir était emporté par la révolution. À Paris, les jeunes Soudanais, heureux mais frustrés de ne pas pouvoir rentrer dans leur pays, suggèrent à la cinéaste de s'y rendre. Lorsqu'elle débarque à Khartoum, en mai 2019, elle découvre un sit-in géant d'autant plus intéressant qu'il avait commencé peu avant la chute d'Al Bachir pour exiger son départ puis s'est poursuivi pour obtenir un véritable changement de régime et passe seulement une permutation de dirigeants qui auraient poursuivi la même politique.

Hind Meddeb entre en immersion au milieu de cette foule

joyeuse, pleine d'espoir. Mais, le 3 juin de cette même année, les forces armées du Conseil militaire de transition soudanais, dirigées par les Forces de soutien rapide, milices héritières des Janjawids (terme arabe qui désigne les milices du Darfour), attaquent la foule et tuent une centaine de personnes. Le film est interrompu une première fois. Il le sera à différentes reprises. La journaliste ne se découragera pas et entreprendra plusieurs allers-retours afin de composer un récit original et humain.

UN PEUPLE RENAÎT DANS UN ÉLAN D'ESPOIR

Il ne s'agit pas d'un reportage. Ce qui nous est présenté tient plus du poème filmé que du documentaire proprement dit. La voix off est rare et discrète, personnelle. Hind Meddeb n'est pas intéressée par les grandes figures politiques mais au contraire par des citoyens ordinaires, notamment des femmes. Celles-ci confient leurs rêves d'une société libre. Leurs sourires et leurs regards de feu disent à eux seuls ce formidable élan de vie qui s'est emparé de tout un peuple. Un peuple qui utilise la poésie pour déclamer sa colère et ses exigences.

Des «*poèmes-épopées*», comme le dit la réalisatrice, en citant un texte d'Azhari Mohamed Ali intitulé *l'Automne du sang. Blessures nocturnes, à vivre/Ô nuit du deuil, les rues sont le théâtre de nos blessures/Sur le sit-in, ils étaient comme les jacinthes et le basilic/Leurs rêves comme des ailes de papillon/Couchés sur les mains fatiguées du jardinier.* »

Un peuple qui renait dans un élan d'espoir se réapproprie la rue et redécouvre son unité. La force de *Soudan, souviens-toi* réside dans cette capacité de Hind Meddeb à saisir ces instants mais aussi, à travers plusieurs personnages, à comprendre les doutes, les peurs et les douleurs. Ses interlocutrices lui ont envoyé en guise de lettres des messages vocaux où percent angoisse et mélancolie alors que les images nous montrent des rues vides, des boulevards de la mort.

S'il ne fallait retenir qu'une seule scène, ce serait celle de ce jeune homme qui peint sur un mur un portrait géant d'un ami tué pendant la révolution. Le pinceau le fait renaître et, sur la joue du peintre, coule une larme, comme une perle ultime de vie. Pour se souvenir. ■

PIERRE BARBANCEY



Dans le documentaire, les femmes confient leurs rêves d'une société libre. DULAC DISTRIBUTION

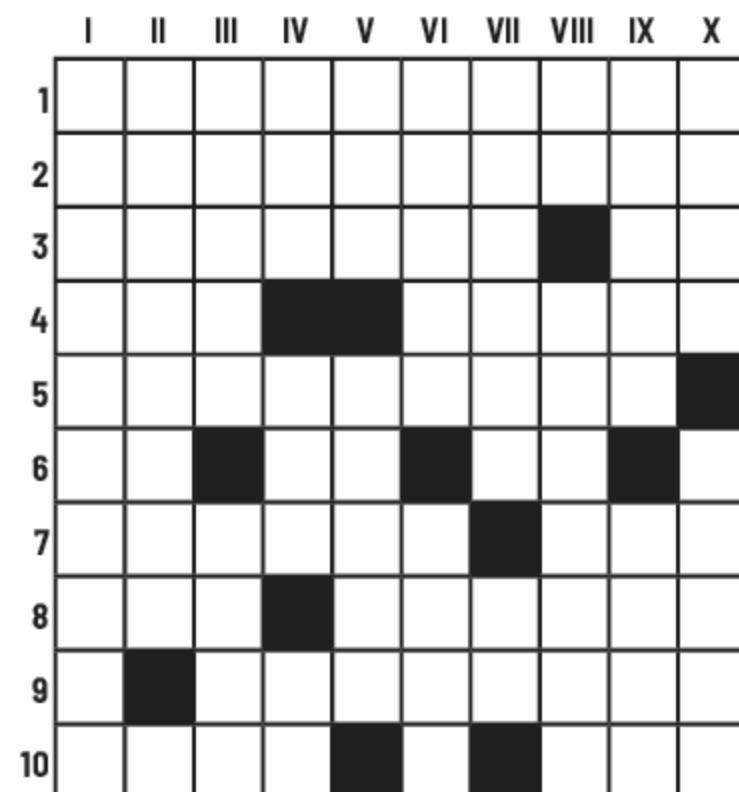
Carnet



Roger Meï est décédé à l'âge de 90 ans.
Natif d'Hyères (Var), le jeune instituteur aux origines italiennes débutera sa carrière professionnelle dans les quartiers Nord de Marseille. Très vite, il adhère au Syndicat national des instituteurs

avant de rejoindre le PCF et son combat pour la paix en Algérie. C'est ensuite à Gardanne (Bouches-du-Rhône) qu'il exerce son métier. En 1976, le militant communiste est élu conseiller général, avant de remporter la mairie l'année suivante. Il restera premier magistrat de la ville sans discontinuer quarante-trois ans durant jusqu'en 2020. Très attaché à sa commune d'adoption et de combat, il sera un défenseur acharné de sa population et de sa condition ouvrière et minière, jusqu'à la fermeture de la mine en 2003. Le maire sera élu député en 1996 à la suite de la destitution de Bernard Tapie et sera réélu à l'Assemblée nationale jusqu'en 2002. Toujours disponible pour répondre aux demandes des habitants, il a mené avec sa municipalité une politique sociale très appréciée. Il était très engagé en faveur des services publics dans l'accès aux soins et à la culture. L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 188 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Dira oui. 2. Stochastiques. 3. Il porte chez l'acheteur la marchandise vendue. Cale utilisée en mécanique. 4. Ovaire en grappe. Stylicien américain, père du design moderne. 5. Agitez les branches d'un arbre avec une perche. 6. Erbium. Alors. Tour. 7. Changeai de position. Commune d'Eure-et-Loir, dans la plaine de Beauce. 8. Enzyme. Prisons. 9. Entrelacera des brins de paille. 10. Située. Vite dehors.

VERTICIALEMENT

I. Déraperais sur la glace. II. Homme d'Etat espagnol (1587/1645). III. Fils du frère. Aliments cuisinés. IV. Poisson comestible. Un vieux loup. île de France. V. Avant l'automne. Superposé. VI. Établir une relations. Sans qu'il s'en doute (à l'). VII. Faisait feu. Très maigre si l'on n'a que cela sur la peau. VIII. Iridium. Saucisse pimentée. IX. Bayez aux corneilles. Style de coiffure. X. Dieux guerriers. Torrent des Pyrénées.

SOLUTION. HORIZONTALMENT. 1. Consentra. 2. Aléatoires. 3. Livreur. 4. Uve. 5. Gaulefiez. 6. Et. 7. Remua. 8. Asé. 9. Gnoufs. 10. Tressera. 11. Neveu. 12. Sar. 13. Zou. 14. Eames. 15. Gaufrer. 16. Mer. 17. Tri. 18. Remua. 19. Sise. 20. Zou. 21. Etagé. 22. Noyer. 23. Isu. 24. Tria. 25. Os. 26. Mer. 27. Révez. 28. Afro. 29. Ases. 30. Dessa.

VERTICIALEMENT. 1. Calugerais. 2. Olivares. 3. Neveu. 4. Sar. 5. Leu. 6. Ete. 7. Remua. 8. Asé. 9. Gnoufs. 10. Tressera. 11. Neveu. 12. Sar. 13. Zou. 14. Eames. 15. Gaufrer. 16. Et. 17. Tri. 18. Remua. 19. Sise. 20. Zou. 21. Etagé. 22. Noyer. 23. Isu. 24. Tria. 25. Os. 26. Mer. 27. Révez. 28. Afro. 29. Ases. 30. Dessa.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél.: 01 55 84 40 30
E-mail: relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence

Boconseil. Tél.: 09 67 32 09 34.

E-mail: oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 55

Publicité Comédiance.

Olivier Valentin, président

Tél.: 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél.: 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél.: 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication;

Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 5 mai 2025 26 088 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Miroir du Cyclisme revient !

GRÂCE À VOUS...

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

MIROIR DU CYCLISME

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme: La dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION

15 € Je réserve le magazine (frais de port inclus)

25 € Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme

100 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format

250 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme

Montant libre
Je soutiens l'aventure en faisant don de _____ €

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

Souscription 2025

Le prix de la vérité

HAINE
FAKE NEWS
DIVISION
MANIPULATION
RACISME

CNEWS
BFM TV
COMPLOTS
DISCRIMINATION
CORRUPTION

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



DÉFISCALISATION VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔTABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 20 % du revenu imposable

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.
Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

UN JOUR AVEC

l'Humanité
MERCREDI 7 MAI 2025

l'Humanité
Le journal communiste pour tous



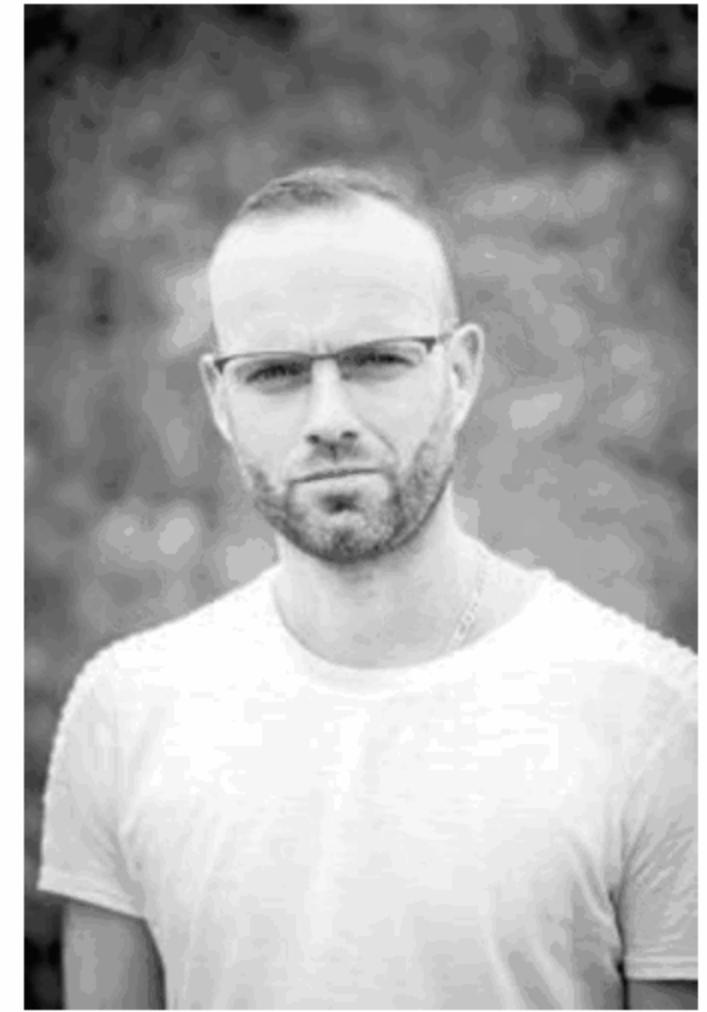
Richard



Gautier



Cédric



Clément



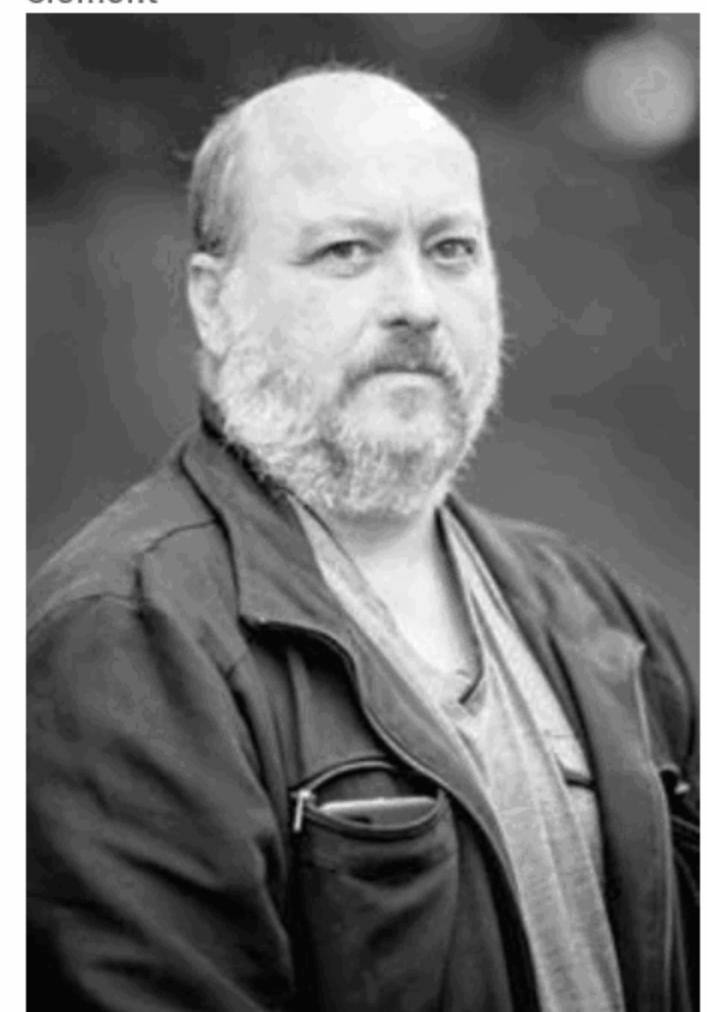
Emerson



Bertrand



Ludovic



Michaël



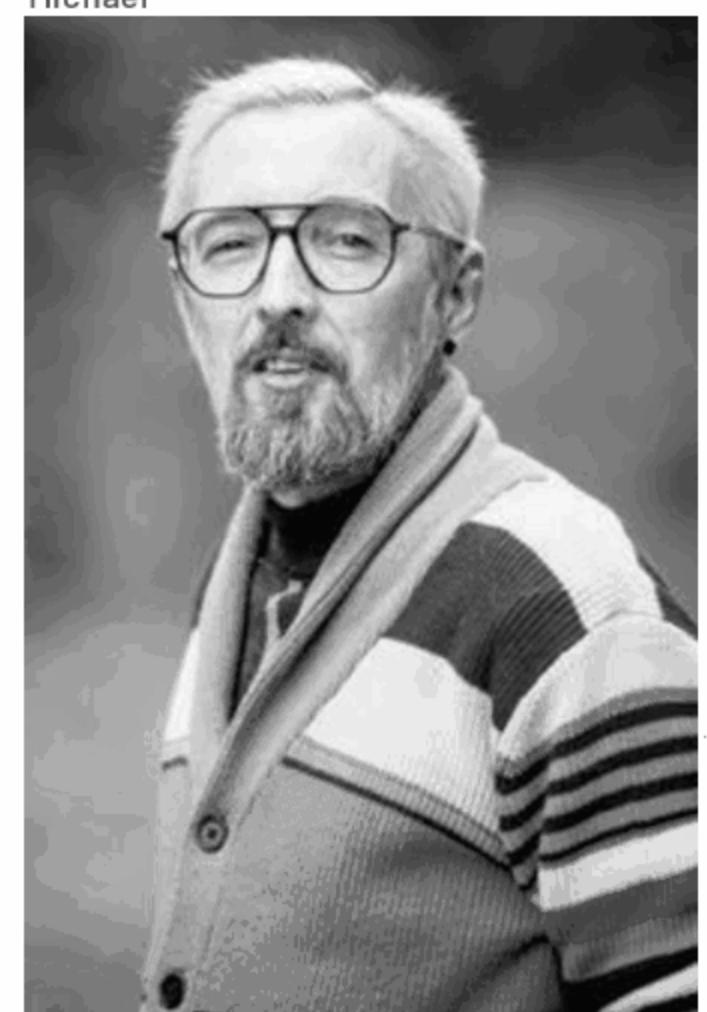
Nicolas



Eddy



Mathieu



Philippe